



défis Sud

Numéro 126 Bimestriel sept. oct. 2015 (ne paraît pas en août) Rue aux Laines, 4 1000 Bruxelles Bureau de dépôt Bruxelles X N° d'agrément: P307409

DOSSIER

Réchauffement climatique: Mettre l'agriculture au premier plan

ENQUÊTE EN RDC

Le droit colonial prime sur celui des paysans



Face au dérèglement climatique, des solutions existent



Couverture

Des paysans ghanéens contemplant les ruines de leur maison détruite par une crue du fleuve Volta.

Photo © Nyani Quarmyne / Panos.



pages 4 - 5

En République des Kiribati (Océanie) sur une île détruite par l'érosion.

Photo © Vlad Sokhin / Panos.



Autonomie

Développer l'autonomie des fermes: arrêter la soumission aux firmes semencières et agrochimiques, aux négoce...



Répartition

Des petites fermes nombreuses grâce à des politiques agricoles et alimentaires qui répartissent équitablement volumes et moyens de production.



Transmission

Favoriser la reprise des fermes en installant de nouveaux paysans et paysannes. Stopper accaparements, concentrations, monopolisations et grands projets inutiles imposés.



Relocalisation

Cultiver et élever tout ce qui peut l'être localement. Arrêter la spécialisation des régions, c'est moins de transport, d'emballage, plus de liens sociaux.



Qualité

Priorité aux valeurs nutritives, gustatives et culturelles plutôt qu'aux exigences de conservation du commerce.



Nature

Pratiques agricoles respectueuses. Protection des biodiversités végétales et animales, sauvages et cultivées.



— L'agriculture paysanne limite les émissions de gaz à effet de serre et refroidit la planète



Les agricultures paysannes, une opportunité pour le climat

Dans une société où le progrès des connaissances et des techniques a réduit notre part d'incertitudes, où la maîtrise de l'homme sur son environnement et sa santé est devenue une habitude, l'agriculture paysanne reste une des activités dont la part d'incertain est la plus grande. Un retard de pluie, une attaque d'insectes peuvent compromettre une récolte, réduire à néant des semaines d'effort et d'espoir. La gestion des risques a donc toujours été au cœur du savoir et des pratiques des agriculteurs.

Gérer l'incertain peut se faire selon deux grandes approches. On peut soit essayer de faire disparaître le risque par la maîtrise totale de l'environnement en utilisant un arsenal technique (irrigation, engrais, etc.) qui se substitue aux processus naturels, soit essayer d'appivoiser le risque, de composer avec lui, en complexifiant les systèmes de cultures, en acceptant de perdre d'un côté pour gagner de l'autre. Le 20^e siècle a vu le triomphe du premier modèle basé sur la maîtrise technique et la négation de l'environnement.

Notre 21^e siècle débutant découvre les limites et les conséquences de cette vision. Aujourd'hui, ce n'est pas à l'échelle de l'année que l'agriculteur doit gérer les incertitudes mais à l'échelle de dizaines d'années avec notamment les dérèglements climatiques, la dégradation des sols et la perte de biodiversité. L'agriculture industrielle porte une lourde responsabilité dans le dérèglement du climat et dans l'accroissement des incertitudes. Dans ce contexte nouveau, les agricultures paysannes ont retrouvé toute leur pertinence. En effet, elles intègrent depuis toujours des principes de résilience pour faire face aux perturbations. Contraintes par des ressources limitées en capital, elles ont privilégié l'optimisation des processus naturels et le recyclage, plutôt que la course stérile vers une maximisation des rendements aux prix d'une consommation intensive de ressources non renouvelables. Ces agricultures paysannes, majoritaires au Sud, sont vues comme les premières victimes des changements climatiques. Ce statut de victime ne doit cependant pas cacher leur potentiel comme source d'innovations techniques, sociales et organisationnelles permettant de répondre aux défis de notre siècle. Soutenir l'agriculture paysanne, c'est investir dans des solutions réalistes et cohérentes pour le climat et les équilibres planétaires.



L'Éditorial
de Philippe Baret,
administrateur de SOS Faim - Belgique,
professeur d'agroécologie
à l'Université de Louvain.

**Dans ce contexte
nouveau,
les agricultures
paysannes ont
retrouvé toute
leur pertinence.**

sommaire

n° 126

Conseil éditorial : Pierre Coopman, Christophe Brisme, François Cajot, Pierre Coopman, Freddy Destrait, Olivier Hauglustaine, Jean-Jacques Grodent, Marc Mees, Virginie Pissoort, Claire Stoeckel, François Vandercam. **Collaborateurs :** Louise Amand, Charline Cauchie, Patrice Debry, Emmanuel Juste, François Misser, Sabine Schrader, Claire Stam. **Couverture :** Nyani Quarmyne/ Panos. **Rédaction :** Rue aux Laines, 4, 1000 Bruxelles. tél. 32 (0)2 511 22 38 **Réalisation :** Studio Marmelade. **Impression :** The Factory Brussels. Défis-Sud est une publication de SOS Faim. Défis-Sud est un forum où des auteurs d'horizons divers s'expriment sur les thèmes du développement. Tous droits de reproduction réservés. Les articles n'engagent que leurs auteurs. Les titres et les sous-titres sont parfois de la Rédaction.

E-mail: pco@sosfaim.org Site web: www.sosfaim.org

Imprimé sur papier recyclé. Éditeur responsable: Olivier Hauglustaine - rue aux Laines, 4 - 1000 Bruxelles. Défis Sud bénéficie du soutien de la Direction générale de la coopération au développement (DGD).

DE BELGISCHE ONTWIKKELINGSSAMENWERKING .be



ENQUÊTE EN RDC

Le droit colonial prime sur celui des paysans

Le 8 mars 2015, plus de soixante chefs coutumiers du district de Yahuma ont signé une déclaration dans laquelle ils réclament des négociations avec la société Feronia, pour récupérer leurs droits sur les terres qui leur ont été enlevées de façon illégale il y a 104 ans.

6 - 9



FESTIVAL ALIMENTERRE

« Seeds of Time »

Le film est un portrait de Cary Fowler, l'initiateur d'une réserve internationale de semences. Au-delà du projet de sauvegarde des espèces végétales menacées de disparition, c'est une nouvelle approche de l'agriculture qui est envisagée.

30 - 31



AGIR

BNP Paribas, finalement, s'engage!
La campagne contre la spéculation financière sur le marché des matières premières alimentaires est couronnée de succès.

32

Dossier

10 - 29

Réchauffement climatique: mettre l'agriculture au premier plan



Dossier

10 - 29

Réchauffement climatique : mettre l'agriculture au premier plan

Pour la mise en place d'une synergie climat et développement

Pour atteindre le seuil zéro carbone dès 2050, il faut travailler dans une logique de coopération entre les États du monde entier. Ce sera le défi à relever lors de la conférence COP 21, à Paris, fin 2015.

10 - 14

Exit l'agriculture dans l'agenda climat ?

Selon Ali Abdou Bongueré, le développement du modèle dit d'agriculture intelligente pour le climat (Climate-Smart Agriculture) s'oppose à tout point de vue à l'agriculture familiale.

15

Nos leaders manquent totalement de courage

Hans Herren pose une question : puisque l'agriculture est responsable de près de la moitié des émissions de gaz à effet de serre, pourquoi ne pas l'utiliser comme solution au problème ?

16 - 18

Nous devons être ambitieux et équitables

Seyfi Nafo attend un signal politique fort lors de la Conférence de Paris, en décembre. « Ce que nous attendons de l'Accord de Paris : un texte inclusif, ambitieux et équitable (...) que les pays en développement voient effectivement un niveau de soutien financier et technique de la part des pays développés qui soit crédible. »

19

Objectifs ambitieux mais pas pour la souveraineté alimentaire

Afin de lutter contre le réchauffement climatique, l'Union européenne s'est engagée dès 2014 à investir 14 milliards d'euros chez ses partenaires hors du continent. Ces fonds seront exclusivement des dons. Mais pas forcément en faveur de la souveraineté alimentaire.

20 - 22

La lutte commence au niveau national

Au Pérou, le Mocicc est un mouvement qui milite pour une transformation globale de la société afin de s'attaquer aux causes profondes du réchauffement climatique. Il s'oppose donc au paradigme qui vise la maximisation des profits au prix d'une rupture de l'équilibre écologique. Mais cette lutte globale commence essentiellement au niveau national.

23 - 24

De plein fouet

Le documentaire *De plein fouet* réalisé par le Belge Geert De Belder évoque les effets du changement climatique ressentis du côté du Sud. Dans une succession de témoignages sur leur quotidien affecté par les changements climatiques, des agriculteurs, des pêcheurs, des éleveurs et de simples habitants des quatre coins de la planète, nous renvoient à nos modes de consommation inappropriés au Nord.

25 - 26

Une alliance intelligente face au climat ?

L'Alliance globale pour l'agriculture intelligente face au climat a été lancée le 23 septembre 2014 lors du Sommet sur le climat organisé à New York par les Nations unies. Fort critiquée, elle comptabilise pourtant de nombreux adhérents : des États, des entreprises privées, des ONG et des organismes de recherche.

27 - 29

Enquête

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Le droit colonial prime sur celui des paysans

Un article de François Misser

En République démocratique du Congo, un conflit oppose depuis des années une firme canadienne financée par des agences de développement à des communautés villageoises à propos de palmeraies qu'elle aurait accaparées. Dans cette affaire, l'État se comporte en successeur de l'ordre colonial.

AGRO-COLONIALISME AU CONGO

En juin 2015, SOS Faim organisait un débat à Bruxelles afin de présenter une nouvelle enquête de l'ONG Grain qui dénonce les agissements de l'entreprise Feronia en RDC. Il s'est avéré que Feronia est financée par de grandes institutions financières de développement. Est-ce grâce à leur aide que Feronia expulse les paysans de leurs terres?

À lire <https://www.sosfaim.org/be/news/agro-colonialisme-au-congo/>

À la lecture du récent rapport de l'ONG Grain et du Réseau d'information et d'Appui aux ONG congolaises, on croirait replonger dans l'univers que décrit Joseph Conrad dans *Au cœur des ténèbres*, à la sinistre époque de l'État indépendant du Congo, du roi Léopold II. Intitulé *Agro-colonialisme au Congo*, le document dénonce, notamment sur base du témoignage du pasteur Robert Bolenge qui a séjourné de 2001 à 2011 à Yaligimba (Province orientale) au milieu d'une plantation de palmiers à huile appartenant à la firme canadienne Feronia, les conditions d'exploitation des travailleurs. «*C'était la première fois dans ma vie que je voyais des gens travailler avec une telle souffrance*», raconte Bolenge. «*Je ne pouvais pas me représenter comment quelqu'un pouvait travailler tout un mois en plantation, avec un panier sur le dos, coupant des centaines de régimes de noix de palme, et pour un petit salaire qui à l'époque n'atteignait même pas 20 dollars le mois*», témoigne le pasteur.

Selon le rapport, dans les plantations de Boteka et Lokutu, le salaire quotidien est aujourd'hui d'environ 1 400 francs congolais (1,12 euros), bien en dessous du salaire minimum (1680 FC). Des représentants de la société civile locale affirment en outre que dans les plantations de Feronia à Lokutu les salaires restent souvent impayés pendant

trois ou quatre mois. Quant aux villageois du district de Yahuma, qui travaillent pour Feronia, ils ne bénéficient d'aucun avantage: ni logement, ni services médicaux, ni éducation, ni eau potable.

Du temps des Belges

Le rapport soutient également que durant la colonisation belge, les terres où se trouvent aujourd'hui ces plantations, celles de Boteka en Équateur ou celles de Yaligimba et Lokutu en Province orientale, furent «*volées*» aux communautés locales. C'est en particulier l'avis du député provincial Gaspard Bosenge Akoko, pour qui les Belges «*ont pris toutes ces terres sans un seul document légal*». Au début du 20^e siècle, les colonisateurs «*ont commencé à demander aux chefs locaux de leur échanger un ou deux hectares contre quelques sacs de sel*». Puis, poursuit l'élus, les colons ont pris de plus en plus de terres, reléguant les autochtones sur des zones plus petites, où on leur a dit qu'ils pouvaient poursuivre leurs pratiques traditionnelles. Mais aujourd'hui, même ces réserves ont été saisies, accuse le député. Il existe bien un document que brandissent les gens de Feronia, un vieux certificat d'enregistrement, mais il est bourré d'erreurs et ne confère aucun titre légal, affirment les

chefs des communautés de Lokutu. «*Tout ce qu'ils ont, c'est un certificat d'enregistrement falsifié, signé par un conservateur incompétent*», accuse Gaspard Bosenge.

En violation de la Loi agricole de 2012

Au-delà de ces abus datant de la période coloniale, comme l'ont indiqué des chefs locaux aux auteurs du rapport, Feronia a signé un accord avec le gouvernement de RDC en 2012 lui donnant le droit d'utiliser l'ancienne concession de 15 000 hectares d'Unilever. Mais les communautés locales se plaignent de n'avoir pas été consultées, comme c'est leur droit selon la législation en vigueur. La Loi agricole de 2012 reconnaît dans son article 18 à chaque communauté locale les droits fonciers coutumiers exercés localement et, dans son article 19, elle reconnaît que ces droits n'ont pas besoin d'avoir fait l'objet d'un certificat d'enregistrement.

Le 8 mars 2015, plus de 60 chefs coutumiers du district de Yahuma à Lokutu ont signé une déclaration commune dans laquelle ils réclament des négociations avec Feronia pour récupérer, disent-ils «*nos droits sur les terres qui nous ont été enlevées de façon illégale depuis 104 ans*», et réclamer des compensations. En outre, selon les auteurs du rapport, la détention de terres par Feronia ne serait pas non plus conforme à l'article 16 de la Loi agricole de 2012 qui impose que les terres soient détenues soit par des Congolais soit par des sociétés dont la majorité des actions sont aux mains de ressortissants congolais. En effet, la filiale congolaise de Feronia, Plantations et Huileries du Congo (PHC) n'appartient qu'à 24% à l'État congolais. «*Feronia a choisi d'ignorer cette loi, en disant à ses investisseurs qu'il a participé, et continue à le faire, à des discussions concernant l'interprétation de la loi à divers niveaux du gouvernement de la RDC*», indique le rapport. Manifestement, la firme canadienne semble avoir joué avec l'ambiguïté entretenue par les autorités, qui ont fait voter cette loi par le Parlement, mais sans l'appliquer.



Illustration © Philippe de Kemmeter.

Absence de droits de l'homme

Les communautés concernées estiment que leurs terres ont été accaparées mais de surcroît, un «système d'esclavage» sévit à Yaligimba, dénonce Gaspard Bosenge. Il explique qu'il a encouragé des paysans sans terre à cultiver dans des zones abandonnées de la plantation de Feronia. Mais la société a détruit toutes les récoltes et en a chassé les occupants par la force. Comme si elle voulait s'assurer qu'ils restent dépendants d'elle pour

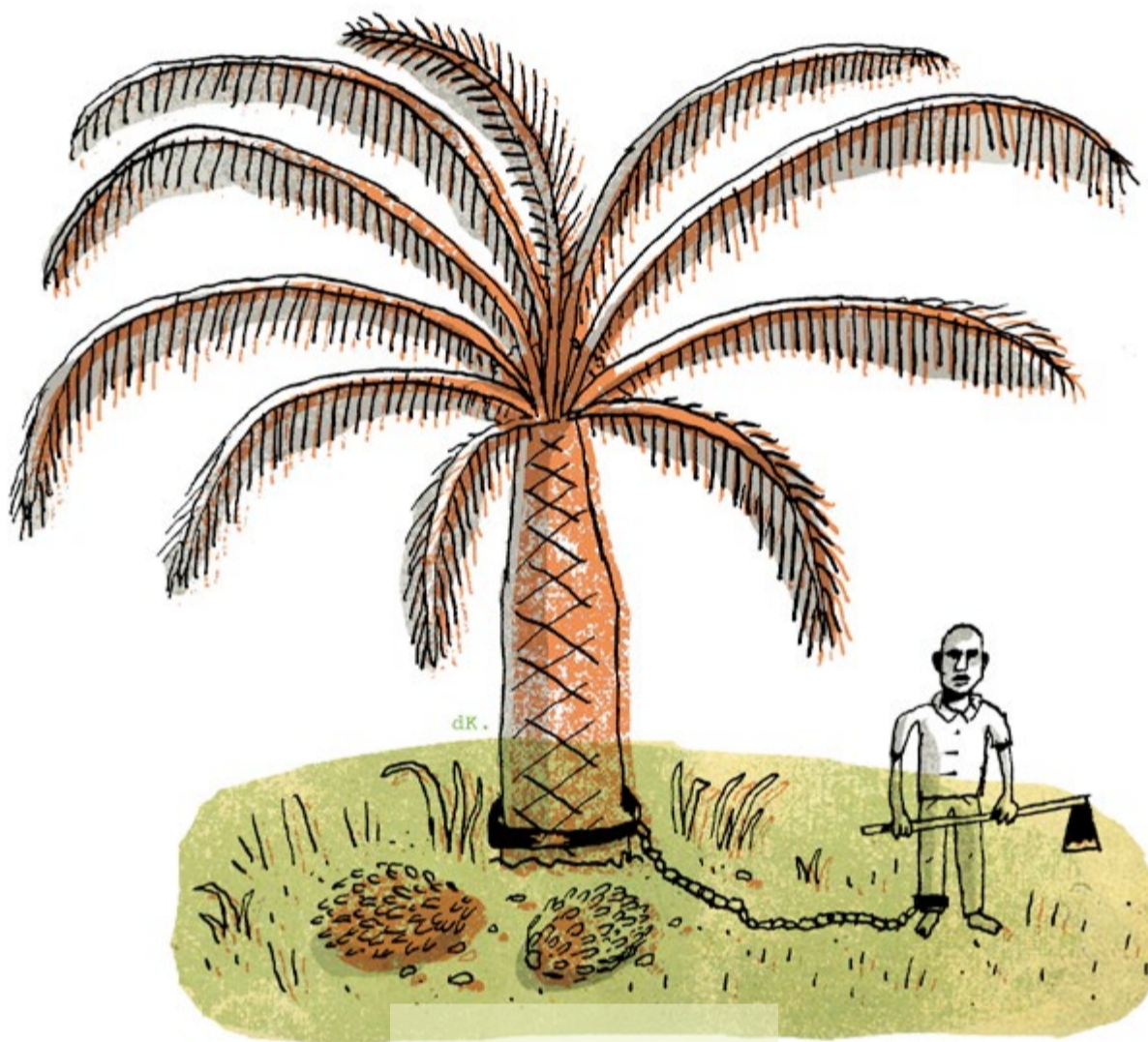


Illustration © Philippe de Kemmeter.

Ce constat est d'autant plus inacceptable que Feronia est largement financée par des agences de développement.

leur survie. Selon les villageois, quiconque est pris à ramasser des noix de palme tombées à terre dans les plantations est puni d'une amende ou très souvent fouetté, menotté et emprisonné. Le rapport relate, sur base du témoignage des gens du village de Yalifombo, le cas de l'arrestation d'un jeune, il y a environ un an, dans l'enceinte des plantations de Lokutu, en possession d'une petite quantité de noix de palme, emmené à la prison de Kisanгани et qui aurait disparu depuis lors.

«Ce constat est d'autant plus inacceptable que Feronia est largement financée par des agences de développement», explique Virginie Pissort, responsable des campagnes et du plaidoyer chez SOS Faim. Dans un premier temps, Feronia dont le siège social est situé dans le paradis fiscal des îles Caïman et qui a racheté les plantations à Unilever en 2009, a d'abord accumulé des dizaines de millions de dollars de pertes. L'entreprise n'avait alors aucune expérience préalable dans le secteur de

l'huile de palme, soulignent les auteurs du rapport. Introduite en bourse à Toronto en 2010, Feronia a même vu le cours de ses actions chuter d'environ 4 dollars à moins d'un dollar en novembre 2013, perdant 75% de leur valeur initiale. Cela n'a pas empêché la société de verser des sommes plantureuses à ses administrateurs. Ainsi, en 2011, Feronia a versé à son directeur, 150 000 dollars en liquide et 101 000 dollars de primes en actions. En 2010, les quatre principaux administrateurs de la société avaient empoché quelque 1,5 million de dollars, soit mille fois le salaire annuel d'un ouvrier de leur plantation... «La société se serait complètement effondrée sans le sauvetage étonnant effectué par plusieurs grandes banques multilatérales et institutions financières de développement», poursuit le rapport.

Financements particuliers

En définitive, elle n'a pu poursuivre son expansion que grâce aux financements, à partir de 2012, de plusieurs grandes banques multilatérales et institutions financières de développement. Il s'agit du Fonds Africain pour l'Agriculture (FAA) qui détient aujourd'hui 32,5% du capital de Feronia et dont les principaux actionnaires sont l'Agence française de développement, la Banque africaine de développement et l'Overseas Private Investment Corporation américaine (Opic). L'autre investisseur institutionnel important de Feronia est le CDC Group, agence de développement du gouvernement britannique, qui détient 48% des parts de la société canadienne.

Le FAA est un fonds domicilié à Maurice, géré par la firme mauricienne Phatisa, créée en 2009 pour investir l'argent des banques multilatérales et des institutions financières de développement dans les entreprises agro-alimentaires en Afrique, afin de «combattre

le déficit chronique de capitalisation dans l'agrobusiness et les secteurs alimentaires en Afrique.», rappellent les auteurs du rapport. Pourtant, nombre des sociétés ayant investi dans le Fonds ont pris l'engagement de respecter des principes tels que ceux énoncés dans les directives pour les entreprises multinationales de l'OCDE et la Convention sur le travail forcé de l'Organisation internationale du travail (OIT). L'Agence espagnole pour la coopération au développement (Aecid), qui a également investi dans le FAA, a adopté en 2013 un code de bonne conduite pour l'investissement responsable qui lui interdit «*d'investir dans toute activité qui entraîne un risque inacceptable ou de se rendre complice d'activités ou d'omissions qui violeraient ses propres principes, comme les violations des droits humains, la corruption ou les impacts sociaux ou environnementaux négatifs*».

Les réponses des accusés

Mise en cause, Feronia réplique que son objectif initial a été de relancer la production sur des plantations longtemps abandonnées et d'assurer l'avenir de ses 3600 employés. Elle revendique un «engagement à long terme» auprès d'eux pour une agriculture durable, la protection de l'environnement et la participation des communautés. Sans elle, les populations locales n'auraient ni emploi, ni assistance médicale, ni éducation, plaide Feronia qui affirme avoir construit des routes dont bénéficient les communautés qui ont maintenant accès à l'électricité et au téléphone sans fil. Enfin, la compagnie dit avoir lancé un plan d'action environnemental et social, comprenant des forages, la réhabilitation des habitations des travailleurs et la construction de quatre hôpitaux... Selon les auteurs du rapport, cet argument «est classique et prévisible».

Feronia affirme aussi avoir hérité de la filiale PHC, qu'elle a rachetée à Unilever en 2009, des «baux de 25 ans renouvelables» couvrant 101 455 hectares à Lokutu, Boteka et Yaligimba. Ces baux avaient été délivrés initialement à l'ancêtre de PHC, les Huileries du Congo Belge, par le pouvoir colonial. Or, à aucun moment, l'État congolais n'a remis en question la propriété de ces plantations. Du reste, l'un de ses plus hauts responsables, l'ambassadeur du Congo à Londres, Barnabé Kikaya bin Karubi, ancien secrétaire privé du président Joseph Kabila et ancien ministre de l'Information, fut membre du conseil

d'administration de Feronia de 2008 à 2014. Selon le rapport, il a aussi servi d'intermédiaire pour le rachat de PHC par Feronia. L'enquête de Grain et du RIAO-RDC révèle également que Feronia a versé trois millions de dollars en liquide et actions à Kikaya bin Karubi durant la période où il était administrateur. La situation d'accaparement décrite par les ONG semble donc largement découler du choix qu'a fait le gouvernement de Joseph Kabila, comme ceux qui l'ont précédé d'ailleurs, de privilégier le droit colonial qui fait la part belle aux multinationales par rapport au droit coutumier, pourtant reconnu dans l'article 18 de la Loi agricole de 2012.

De son côté, l'Opic indique que même si elle envisage bien d'investir dans Feronia, elle ne l'a pas encore fait à ce stade. Elle précise également que le processus de décision d'un tel investissement, implique sa conformité avec les normes de performances de la Société financière internationale, y compris celles qui sont relatives à l'acquisition des terres et à la réinstallation de leurs occupants, outre les effets environnementaux du projet. «*Si un projet implique une acquisition illégale, l'Opic ne le soutient pas*» précise un porte-parole de l'agence.

Également contactées par *Défis Sud*, l'Agence française de développement (AFD), la Banque africaine de développement (BAD) et l'Agence espagnole pour la coopération au développement (Aecid), qui ont toutes investi dans le Fonds africain pour l'agriculture, n'ont pas souhaité réagir. La direction générale du Développement de la Commission européenne, citée dans le rapport comme ayant investi dans le FAA, confirme avoir alloué à cet effet 10 millions d'euros mais précise que ceux-ci sont affectés à la facilité d'assistance technique de ce fonds dans lequel ont aussi investi la Coopération italienne, l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi) et l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (Agra) créée par les fondations Rockefeller et Bill et Melinda Gates. Toutefois, la Facilité d'Assistance Technique n'a pas de projets en RDC pour le moment, ajoute la Commission.

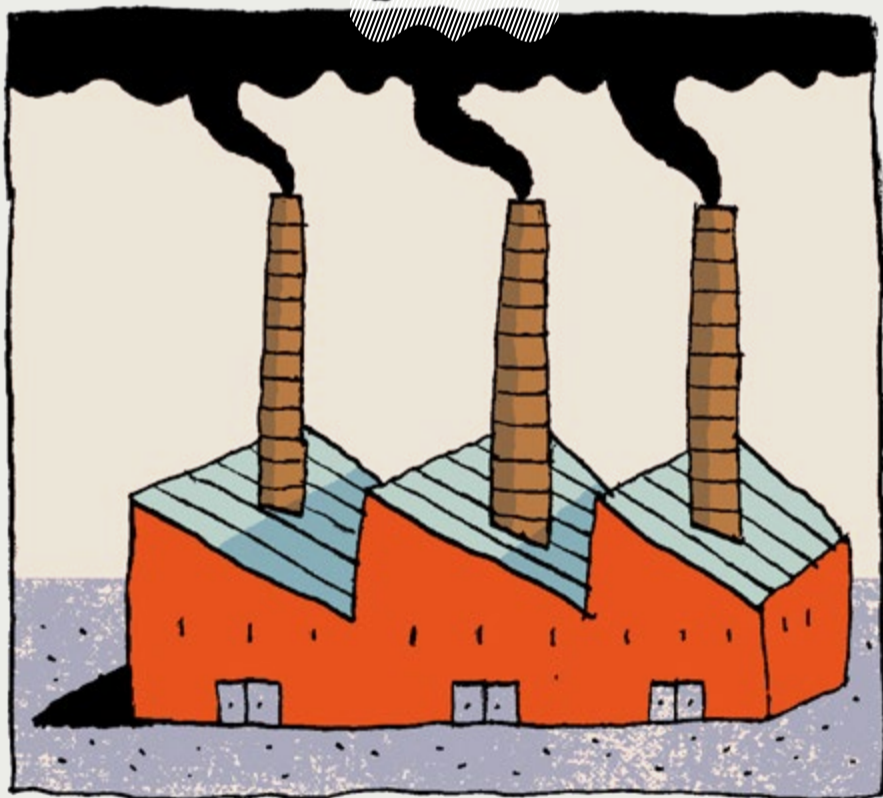
En attendant, Unilever peut s'en laver les mains. La vente des plantations congolaises lui a rapporté environ 3,8 millions de dollars transférés à sa filiale néerlandaise offshore, sans parler des millions supplémentaires résultant de la vente de villas et d'autres biens, révèle le rapport. ♦

Les communautés concernées estiment que leurs terres ont été accaparées.



Dossier réchauffement climatique: mettre l'agriculture au premier plan

2015



2050

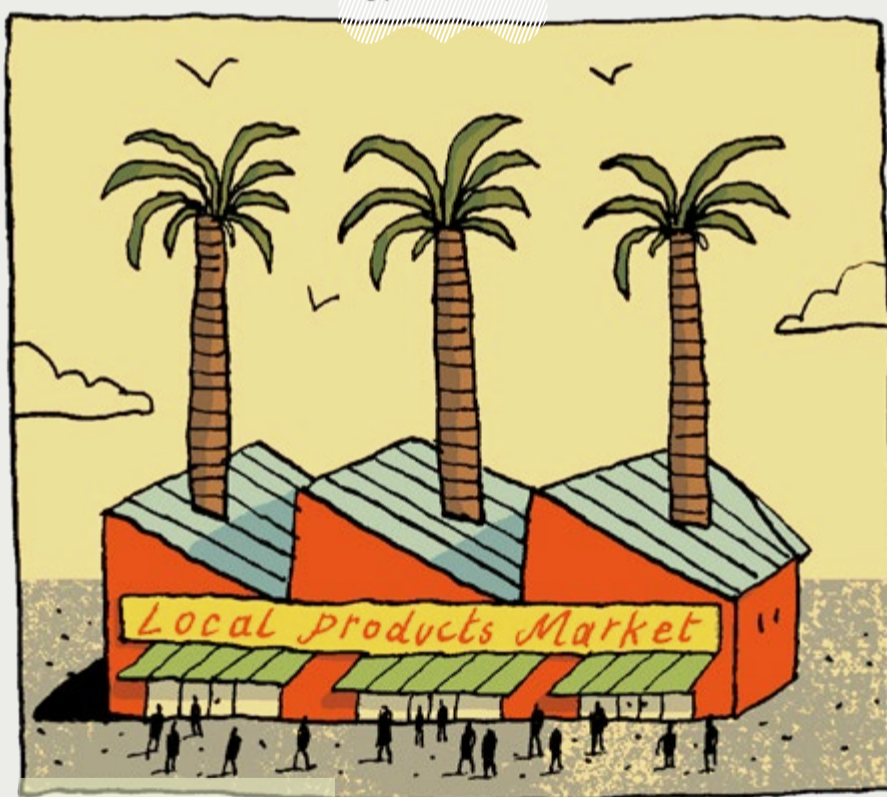


Illustration © Philippe de Kemmeter.

dk.



Pour la mise en place d'une synergie climat et développement

Un entretien avec Brigitte Gloire

À la veille de la conférence de Paris sur le changement climatique qui se tiendra du 30 novembre au 15 décembre 2015, et alors que nous arrivons à la date-butoir de fin des Objectifs du millénaire, une réalité est de plus en plus évidente : la lutte contre la pauvreté doit aussi prendre en compte la lutte contre le réchauffement climatique.

Désormais la dichotomie Nord-Sud au nom du principe de « responsabilité commune mais différenciée » doit être dépassée : pour atteindre le seuil zéro carbone dès 2050, prôné par le Giec, il faut travailler dans une logique de coopération. Tous États confondus. Un défi pour la conférence de Paris. Insurmontable ?

Le clivage de 1992 entre les pays industrialisés et les autres est de plus en plus mis en cause car les réalités ont changé : les pays émergents parmi lesquels la Chine, l'Inde et le Brésil sont devenus les 1^{er}, 3^e et 5^e pays émetteurs de CO₂. Le groupe des *Like Minded Developing Countries*, la coalition de pays en développement qui compte dans son groupe des pays producteurs de pétrole ou récemment industrialisés, tout en portant les revendications des PED (notamment celui d'appliquer le principe de la responsabilité différenciée et d'échapper ainsi à des limitations d'émissions de gaz à effet de serre trop contraignantes) risque de freiner les efforts internationaux. En outre, dans bon nombre de PED, les autorités politiques locales manquent d'influence pour mettre en place des mesures réellement efficaces pour contrer le réchauffement climatique. « Il faut dire que les objectifs en ce qui concerne la croissance économique restent prioritaires dans beaucoup de pays du Sud au détriment du climat, confirme Brigitte Gloire. Les exemples sont nombreux : les coupes de forêts continuent pour la production d'huile de palme, tandis que l'Arabie Saoudite se dit prête à diminuer ses émissions de gaz à effet de serre, mais seulement en 2050... La question du climat est liée aux rapports de force entre politique et pouvoir. Le cœur du problème, c'est aussi l'exemplarité. Les émissions du G7 se sont multipliées, du coup, comment les PED peuvent-ils accepter des contraintes alors que les pays industriels qui les leur imposent ne les respectent pas eux-mêmes ? À Lima, en 2014, lors de la vingtième conférence



Brigitte Gloire

Responsable
« développement durable
et changements climatiques »
chez Oxfam-Solidarité

Développement ou priorités climatiques ?

Selon Brigitte Gloire, spécialiste du développement durable chez Oxfam-Solidarité : « *Les nouveaux Objectifs de développement durable (ODD) qui prendront le relais des Objectifs du millénaire doivent être vus avec les lunettes climatiques, compte tenu de la gravité du réchauffement. Il faut qu'il y ait une politique de développement durable mise en avant dans les pays en voie de développement (PED). Mais on se heurte à la notion de "responsabilité commune mais différenciée", déjà présente lors de la conférence de Rio en 1992. Les pays ont des responsabilités différenciées et doivent financer les PED pour qu'ils s'engagent dans un autre modèle.* » Un principe légitime mais à double tranchant : beaucoup de PED aujourd'hui continuent à faire passer leur développement avant les priorités climatiques, arguant du fait qu'ils ne sont pas responsables des conséquences des émissions de gaz à effet de serre. Une façon d'aborder leur industrialisation sans entrave d'aucune sorte. Pourtant, ce sont eux qui seront les principales victimes du réchauffement.



(COP-20) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, les États-Unis ont rappelé que le principe de responsabilité commune mais différenciée doit prendre en considération les « circonstances nationales »: il faut savoir que la Constitution américaine interdit toute perte de souveraineté, du coup ils ont du mal à obéir à une législation supérieure à la leur. C'est malheureusement une porte ouverte à ne rien faire: à la convention de Paris, d'autres pays risquent de leur emboîter le pas, comme l'Arabie Saoudite par exemple.»

Le difficile calcul des émissions par État

Les textes préparatoires à la Conférence de Paris se basent donc sur les émissions respectives des États, et sur ce qu'ils sont prêts à concéder en termes de limitations d'émissions de gaz à effet de serre en tonnes de carbone. «C'est un gros avantage de la Convention sur le climat, continue Brigitte Gloire. Il ne faut pas perdre de vue que le fait que le réchauffement climatique soit lié aux émissions de CO₂ aide à quantifier les mesures en termes de budget carbone à ne pas dépasser, et à rester pratique. Ce sera la seule façon de tomber sur un accord, de définir un étalon à ne pas dépasser. Mais plus il y a de pays participant aux pourparlers, moins les mesures auront un caractère coercitif, de façon à mettre tout le monde d'accord. Il ne faut pas oublier que ceux qui disposent des énergies sont tellement puissants qu'ils ne bougent pas. Pourtant il y a des initiatives: l'Équateur a demandé qu'on laisse le pétrole dans le sol et qu'on ne touche plus à sa forêt, mais à condition de percevoir des indemnités, ce qui a été accepté.»

Si les préparatifs témoignent d'une volonté d'arriver à un accord à Paris, chaque État apporte ses propositions qui feront l'objet d'un seul et unique texte où toutes les options des 194 pays participants doivent se retrouver. L'enjeu est de réduire ce texte en compilant toutes les propositions de façon à tomber sur un accord qui limite le réchauffement à 2°. Mais les experts et les observateurs sont sceptiques sur l'aboutissement d'un tel accord.

«Il y a un autre obstacle, rappelle Brigitte Gloire. Jusqu'à présent toutes les émissions de gaz à effet de serre ne sont mesurées que par rapport aux émissions émises sur

les territoires nationaux. Il faudrait revoir ce système. La Belgique a diminué ses émissions (en passant de 140 Mtonnes en 1990 à 116 Mtonnes en 2012) mais on sait bien que les industries se sont délocalisées. Les pays émergents voient leurs émissions de gaz à effet de serre augmenter à cause de cette délocalisation. Le texte de la Convention de Paris risque de rester basé sur la production, ce que ne veulent pas les ONG, au contraire des PED car ces délocalisations sont synonymes de développement de leur économie. On est face à une contradiction.»

Le débat autour du Fonds pour le climat

Autre grande priorité de la conférence de Paris: le financement du Fonds pour le climat, créé à Lima. «Si les pays riches sont censés pourvoir aux changements climatiques et à aider les PED à se développer sans utiliser les énergies fossiles, les ONG demandent qu'il y ait des fonds (au moins 50%) qui aillent à l'adaptation de ces pays face aux changements climatiques, explique la représentante d'Oxfam. Rappelons-le: ce sont ces pays-là qui subissent de plein fouet les conséquences du réchauffement climatique. Les pays se sont mis d'accord à Durban en 2011 pour alimenter ce Fonds à hauteur de 100 milliards de dollars d'ici à 2020. En effet, les besoins des PED ont été estimés à ce montant. Plus on attend, plus ce sera plus élevé, puisque les catastrophes et les dégâts se multiplieront... La Belgique s'est engagée à y participer, mais n'a pas respecté son engagement jusqu'à présent.»

Cela dit, il est important d'effectuer des différenciations entre les pays en développement. Désormais, les aides ne peuvent être les mêmes, selon qu'il s'agit de pays aux revenus les plus bas ou de pays émergents, dont plusieurs ont déjà accès à des technologies permettant d'effectuer leur transition en limitant leurs émissions de CO₂. D'un autre côté, il est clair que la priorité absolue doit aller aux pays les plus vulnérables comme les petits États insulaires dont c'est la survie même qui est en jeu si l'on dépasse le seuil des 2° d'augmentation de la température mondiale d'ici la fin du siècle.

Quelques pistes d'action

La question d'arriver à un objectif «zéro carbone» d'ici à 2050 si l'on veut limiter le réchauffement climatique à un niveau qui se situe sous

la barre des 2° semble donc difficile à atteindre. «En ce qui concerne les énergies fossiles, la surconsommation et l'explosion du commerce des biens et services sont au cœur de la problématique, rappelle Brigitte Gloire. Comme les pays industrialisés ne remettent pas encore en question le système économique basé sur la mondialisation, on se focalise sur le fait de produire une énergie qui émet moins de gaz à effet de serre mais sans transformer ce système économique, notamment le secteur des transports. Il faut évoluer vers une économie de proximité. Au moment du protocole de Kyoto en 1997, le commerce ne représentait que moins de 10% de la production de gaz à effet de serre. Aujourd'hui, ça a augmenté, mais ce dogme du commerce international, qui est à la base de la croissance, n'est pas réellement remis en cause. En France, les émissions qui voyagent représentent 28% des émissions européennes.»

Quant au développement des PED, fait incontournable des prochaines décennies, il ne peut que passer par la création de synergies entre développement et climat, seule solu-

Les émissions de gaz à effet de serre sont mesurées par rapport aux territoires nationaux.



Un nouveau clivage Nord-Sud

Dans son dernier rapport, le Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) rappelle que les émissions de gaz à effet de serre sont les plus élevées de l'histoire. Si la tendance se poursuit, les conséquences du réchauffement climatique vont s'accroître et s'aggraver: l'augmentation du niveau de la mer est en marche, des bandes entières de terres côtières vont être englouties alors que plusieurs îles du Pacifique disparaîtront avant 2100. De fortes inondations toucheront une série de régions, essentiellement au Sud, avec pour conséquences, l'augmentation de maladies telles que le choléra ou la malaria. Les zones de sécheresse vont provoquer une augmentation de la famine, notamment dans la Corne de l'Afrique. L'agriculture est déjà touchée dans bon nombre de régions du globe.

Pour freiner ces scénarios catastrophes, le Giec est formel: il faut contenir l'augmentation des températures globales à un seuil en dessous de 2° d'ici la fin du siècle. En visant à une émission de zéro carbone pour 2050. À l'heure où de plus en plus de pays émergents s'industrialisent, on risque bien d'être loin du compte.

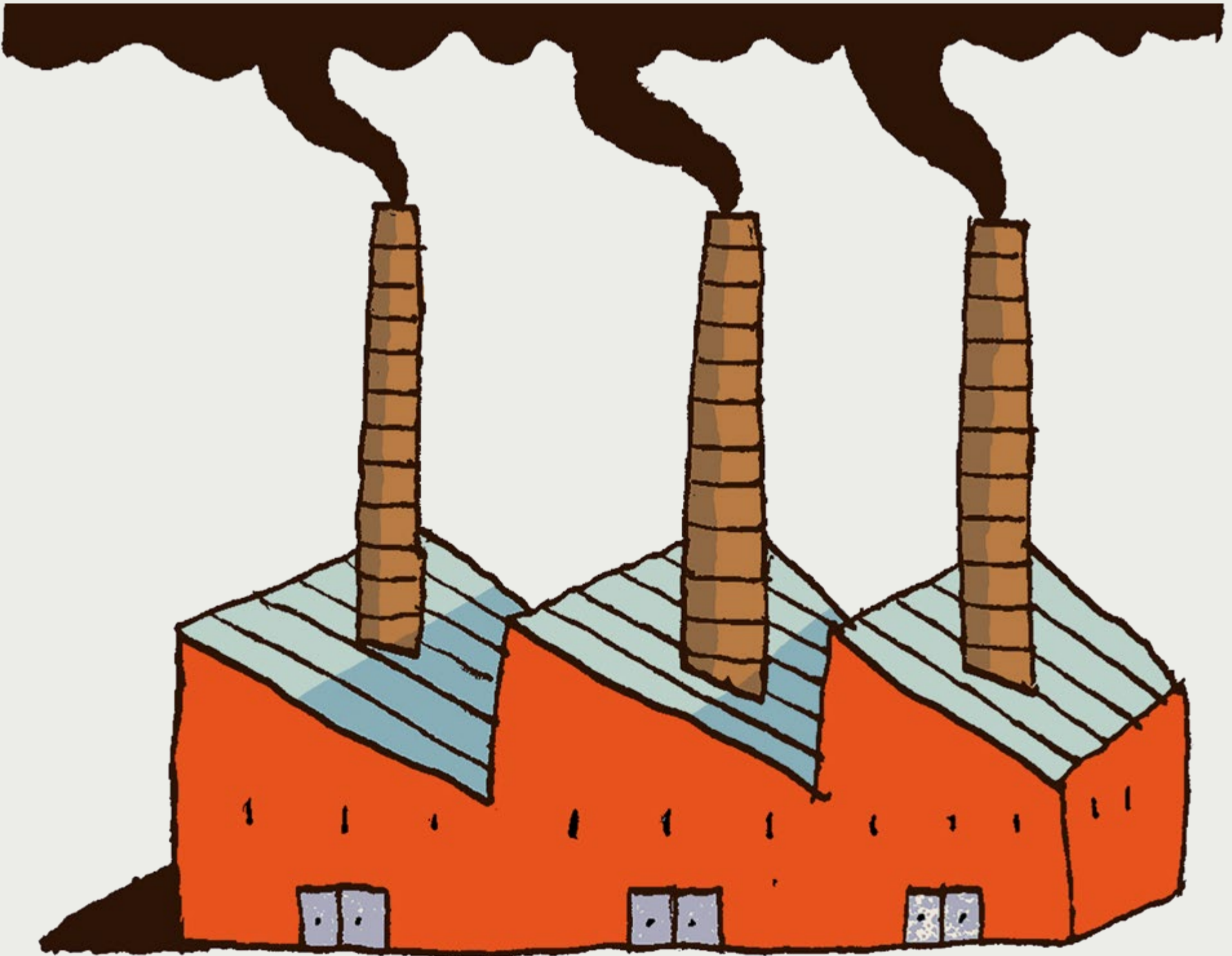
La surconsommation et l'explosion du commerce des biens et services sont au cœur de la problématique.

tion possible afin de permettre à tous les États d'œuvrer dans un même but, celui d'une industrie décarbonée. Dans son étude publiée en octobre 2014¹, Sandrine Mathy, chargée de recherche au CNRS, évoque la possibilité d'un modèle de développement économique des PED tout en limitant les émissions de gaz à effet de serre. En imaginant par exemple des politiques au cas par cas, basées sur l'indice de satisfaction des besoins des habitants, et visant à fournir une aide substantielle pour

opérer une transition douce vers des énergies vertes. Mais à l'heure où 840 millions de personnes souffrent encore de la faim, où les populations d'Afrique subsaharienne qui n'ont pas accès à l'énergie s'éclairent avec des lampes au kérosène et 2,5 milliards de personnes utilisent la biomasse pour cuire leurs aliments, il va falloir argumenter pour sortir de cette seule logique de survie et aller vers une évolution soucieuse de l'environnement. Un défi qui risque de dépasser le rendez-vous de 2015. ♦

¹ Sandrine Mathy, les Objectifs du Millénaire et la Conférence de Paris 2015: *Pour un mécanisme de mise en convergence du climat et du développement*, Cahier de Recherche Edden (Economie du Développement durable et de l'Énergie), n°7, 2014.

Propos recueillis par Sabine Schrader



Exit l'agriculture dans l'agenda climat ?

Un témoignage de
Ali Abdou Bongueré (Niger)

Ali Abdou Bongueré le déclare avec regret, «l'agriculture n'est plus au rendez-vous des négociations concernant le réchauffement climatique». Selon le représentant de Eder Niger - Réseau Climat et Développement, l'agriculture a toujours été traitée de manière insuffisante dans les négociations sur le climat. «La logique du profit et la promotion des OGM [organismes génétiquement modifiés] a très vite pris le dessus».

Smart Agriculture contre l'agriculture familiale ?

Pour Ali Abdou Bongueré cette logique s'est traduite par le développement du modèle *Climate-Smart Agriculture* qui s'oppose, à tout point de vue, à l'agriculture familiale. La «*Climate-Smart Agriculture* (voir page 27) ne veut rien dire d'autre que la privatisation des terres agricoles. Ce modèle ouvre la porte à la promotion à grande échelle des OGM. Les producteurs ne seront plus maîtres de la gestion des intrants agricoles, ils ne vont pas pouvoir produire eux-mêmes leurs semences. Ils ne pourront plus disposer de leurs terres comme ils le veulent. Cela signifie que les producteurs vont dépendre à chaque fois des promoteurs de ce modèle d'agriculture, ce qui n'arrange pas du tout l'agriculture familiale qui supporte pratiquement les deux tiers des besoins alimentaires en Afrique».

Plus de soutien aux systèmes productifs endogènes

Prenant l'exemple de son pays, le Niger, régulièrement confronté à des crises alimentaires, conséquences de crises climatiques récurrentes, Ali Abdou Bongueré prône le renforcement des systèmes productifs endogènes afin de rendre les populations plus résilientes face au changement climatique. «La lutte contre le changement climatique passe par plus de soutien, plus de financement dans tous les systèmes productifs qui peuvent garantir la sécurité alimentaire aux Africains. L'agriculture familiale est le modèle agricole est qui le plus en mesure de supporter le plus grand nombre des familles en Afrique», déclare Ali Abdou Bongueré.

Au Niger, les populations continuent de subir de plein fouet les effets du changement climatique. «L'initiative biocarbone prise par le gouvernement nigérien pour protéger l'environnement n'a malheureusement pas bonne presse», selon Ali Abdou Bongueré. «L'on redoute que le financement des activités entrant dans le cadre du marché du carbone soit voté pour mettre en œuvre des programmes de développement qui, à la fin, vont produire des unités de réémission certifiées. L'on peut craindre que les bénéfices produits par ces mécanismes retourneront dans les pays développés au détriment des pays en développement.» Dans un tel contexte, Ali Abdou Bongueré plaide pour la justice climatique. «La décision courageuse serait que les Africains prennent conscience de la situation et revendiquent une justice climatique. Malheureusement il faut craindre que durant les négociations sur le climat, les délégations africaines se contenteront d'appuyer les positions des pays développés. La société civile a beau faire du lobbying, nous avons beau marcher, nous n'avancerons pas vers cette justice climatique tant que les dirigeants africains ne nous écouteront pas.» ♦

Propos recueillis par Inoussa Maïga



Ali Abdou Bongueré, représentant de Eder Niger - Réseau Climat et Développement.
Illustration © Yves Dewulf.

« Nos leaders manquent totalement de courage »

Un entretien avec Hans Herren



Hans Herren

Avec la professeure Judi Wakhungu (aujourd'hui ministre de l'Environnement au Kenya), Hans Rudolf Herren a conduit l'important projet d'Évaluation internationale du savoir, de la science et de la technologie (en anglais : IAASTD), dont le rapport a été publié en avril 2008. Il assistera à la COP 21, à Paris, avec un certain nombre de personnes issues du monde de l'agriculture, dont Vandana Shiva. Ensemble, au sein du mouvement *Regeneration International*, ils organisent des manifestations, écrivent des articles et se connectent avec le G77, afin d'influencer les décideurs.

Entre scepticisme quant au courage politique de nos décideurs et optimisme à l'égard des citoyens (et particulièrement des jeunes) capables d'induire un changement de cap profond, Hans Herren plaide plus que jamais pour que l'agriculture soit placée tout en haut de la liste des solutions pour lutter efficacement contre le changement climatique.

Défis Sud: Depuis les Conventions de Rio et au fil des Conférences des Parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP), comment a évolué la place de l'agriculture? Son importance est-elle prise en compte?

Hans Herren: Très peu. Même en Pologne plus récemment (COP19), après avoir discuté pendant un jour et demi de l'impact de l'agriculture sur le changement climatique et inversement, il n'en est pas resté un mot dans le rapport final. Cela montre que, pour beaucoup, c'est négligeable. Alors que, quand on regarde les analyses scientifiques, on a déjà passé la fameuse limite des 2 degrés, certains parlent même de 6 degrés... On ne sait pas si les conséquences les plus graves du changement climatique se produiront d'ici 20, 30 ou 50 ans, mais on sait que cela va arriver; et cela arrive déjà! Et il n'y a pas que l'augmentation des températures qui a un impact immense sur l'agriculture, il y a aussi l'augmentation des précipitations...

Puisque l'agriculture est responsable de près de la moitié des émissions de gaz à effets de serre, pourquoi ne pas l'utiliser comme solution au problème? On pourrait très bien réduire la masse de carbone qui est dans l'air pour la remettre dans le sol. Cette agriculture biologique, dite régénérative, pourrait non seulement restaurer la fertilité des sols, freiner le changement climatique en absorbant les émissions dues à l'agriculture mais, plus encore, en absorbant une fois et demie la quantité produite par le reste. Puis, il n'y a pas que les avantages pour le climat: en augmentant la quantité de carbone dans le sol,

on augmente la rétention de l'eau, la fertilité, la régulation de la température. On produit donc plus et mieux. Pourquoi cette logique, pourtant plus d'une fois démontrée scientifiquement, n'est-elle pas la priorité *number one*? Nous sommes plusieurs associations internationales à militer en ce sens au sein d'un mouvement baptisé *Regeneration International*¹.

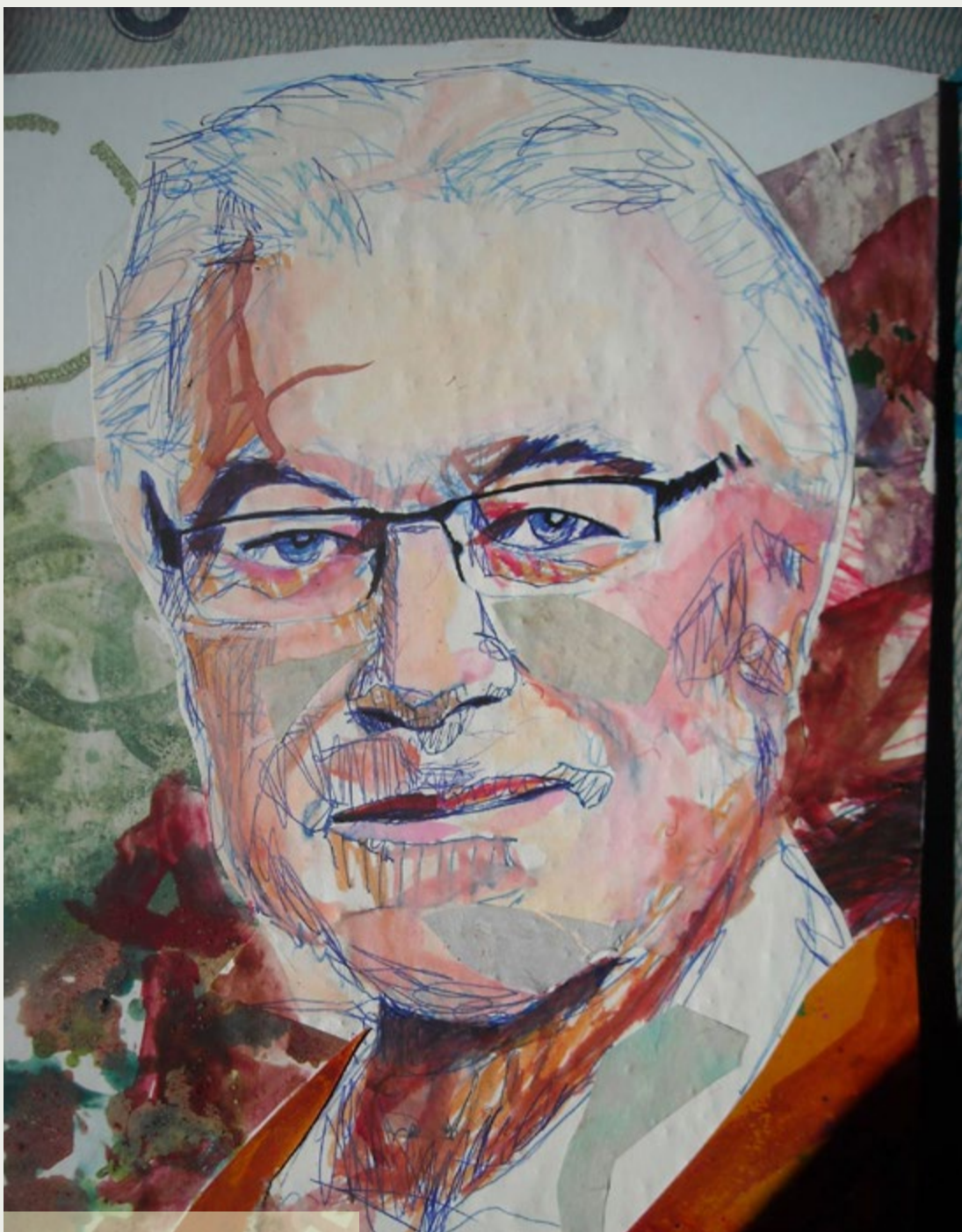
DS: Mais cette solution de rediriger le carbone vers les sols n'est quasiment pas abordée dans les discussions actuelles.

HH: Il y a bien une récente initiative française «4 pour 1000»² mais elle n'a ni force ni budget; et c'est ce qui me fait peur par rapport aux négociations de la COP21. Il faudrait aller beaucoup plus loin et oser parler de la nécessité d'une transformation profonde de l'agriculture. Il faut fixer une date, vite, pour tout le monde, et procéder à un changement radical. Modifier de fond en comble, ça veut dire: arrêter les engrais chimiques, passer d'une agriculture non durable, dépendante des produits chimiques et du pétrole, qui produit énormément de gaz à effets de serre, à une agriculture qui devienne une grande partie de la résolution du problème du changement climatique.

Bien évidemment, cela demande une volonté politique énorme car les intérêts privés dans

¹ <http://www.regenerationinternational.org/>

² L'objectif du programme «4 pour 1000» est de développer la recherche agronomique afin d'améliorer les stocks de matière organique des sols de 4 pour 1000 par an, ce qui, selon les chercheurs de l'Inra, permettrait aux sols d'absorber l'équivalent de tout le CO₂ émis chaque année en France. Le ministre français de l'Agriculture a annoncé, en mars 2015, vouloir faire de la France un leader sur les enjeux de stockage de carbone.



Hans Herren.

Illustration © Yves Dewulf.

La nourriture, c'est plus que le simple fait de manger.

l'ensemble de la chaîne agricole, des multinationales comme Monsanto, Syngenta, Bayer, Yara, etc. jusqu'aux chaînes de supermarchés en passant par les grands transformateurs de produits agricoles, sont gigantesques. Ce conglomérat entre la production et le consommateur ne sera évidemment pas facile à faire bouger. Il faut les convaincre que leur futur à tous dépendra du changement climatique et que leurs pratiques doivent changer.

DS: Les multinationales que vous citez, et d'autres encore, s'inscrivent pourtant dans des mouvements en faveur d'une agriculture différente et qui prend en compte l'écologie. Faut-il s'inquiéter d'un courant comme celui dit «d'agriculture climato-intelligente»?

HH: Cette approche est une catastrophe, de la poudre aux yeux! Cela ne sert à rien du tout, c'est une révolution verte 2.0 car, de nouveau, ce n'est pas une approche agroécologique, ni holistique. On ne peut pas séparer la production de la consommation. C'est d'ailleurs pour cela que nous devons avant tout nous tourner vers le consommateur, le citoyen. Parce qu'en principe, c'est lui, Monsieur Tout-le-monde, qui va décider de notre futur. Ce qu'on achète, ce qu'on mange, ce qu'on jette, ce sont ces comportements qui vont influencer sur l'avenir de la planète.

Les consommateurs doivent comprendre qu'ils participent au sauvetage de l'humanité en achetant des produits durables, c'est-à-dire des produits issus d'une agriculture certifiée, qui ne causent dommage ni à la santé, ni à l'environnement, ni aux plantes, ni aux animaux. Et si ces produits sont un peu plus chers, il faut pouvoir expliquer à ces consommateurs que ce n'est rien à côté du prix du changement climatique, et qu'ils font des économies pour plus tard : moins de frais liés aux problèmes de santé, à la pollution, à la destruction de l'environnement, etc.

Finalement, le plaidoyer se situe dans le respect du travail du paysan. Pour manger, on cherche toujours à réduire les coûts : le consommateur a cette idée, je ne sais pas d'où elle vient, que la nourriture doit toujours être présente en grande quantité, en grande diversité, et surtout pas chère. En Europe, moins de 10% des revenus passent dans l'alimentation (alors qu'en Afrique, cela représente 60%). Il n'y a pourtant pas de droit divin lié à l'alimentation! La nourriture, c'est plus que le simple fait de manger. Il s'agit de notre santé, celle de l'environnement, et d'éducation. Dans «agriculture», il y a «culture». Ce changement des mentalités sur le prix à payer pour bien s'alimenter va prendre du temps mais il est absolument fondamental.

DS: La justice néerlandaise, en juin dernier, a donné raison à la plainte de 900 citoyens et condamné l'État néerlandais à réduire les émissions de gaz à effet de serre du pays de 25% par rapport à 1990, d'ici à 2020. On parle du premier jalon historique d'une «justice climatique». La solution est-elle dans les enjeux d'une justice distributive liés aux phénomènes des changements climatiques?

HH: Pour moi, c'est une très bonne approche. Il faut que nos décideurs soient tenus pour

On préfère utiliser les aides européennes et américaines pour satisfaire les gens des villes et délaissier les paysans.

responsables de leurs décisions : « Je suis un élu du peuple, je fais ce qu'il me demande ». Il faut responsabiliser nos décideurs, mais cela veut aussi dire que les électeurs doivent être plus au courant pour pouvoir, en connaissance de cause, élire des représentants qui défendront au mieux leurs intérêts, et non ceux de quelques-uns, lobbys ou autres.

DS: Dans ce cas, est-ce que vous pensez que la forme actuelle, celle des COP qui ont pour objectif de mettre autour de la table tous les représentants des pays du monde, entourés en coulisse par bon nombre de puissants lobbys, est encore la bonne formule pour avancer? L'heure n'est-elle pas venue de mettre sur pied un nouveau type d'alliance?

HH: Certes, on peut se demander si ça vaut la peine de réunir tous ces gens-là pour en arriver à un papier reprenant des décisions au plus petit commun dénominateur possible... Et qui donc ne change pas grand-chose. Mais, franchement, je ne vois pas très bien d'autres moyens.

En tant que scientifiques, nous avons fourni les modèles, les simulations. Tous ces rapports ne sont pas « secret défense », mais c'est comme si personne ne voulait voir la vérité en face : si on continue, c'est l'abysse. On sait très bien que si, demain, on opte radicalement pour une agriculture durable, on produira plus, mieux et à moindres coûts. Tout cela est possible, mais il faudrait avoir le courage de prendre une décision qui va déranger et demander des changements d'habitude : certains devront changer de travail, d'habitation. Si on prend une décision ferme à Paris, il faudra expliquer pourquoi : montrer les données et exposer au monde les alternatives pour s'en sortir. En expliquant la nouvelle direction à prendre, je suis sûr que les citoyens comprendront.

DS: Qu'en est-il des pays en développement (PED)? La plupart ne sont pas la cause du changement climatique mais en souffrent davantage. Aujourd'hui, n'y a-t-il pas énormément de pression sur ces pays?

HH: Il y a une pression. Car le raisonnement doit valoir pour tout le monde et, en Afrique aussi, on doit faire évoluer les habitudes. Agricoles, d'abord : déforestation, terres ouvertes tout le temps, leur agriculture est déjà dans le rouge. Il faut revenir à une couverture des terres le plus souvent possible. Habitudes culinaires, ensuite : arrêter la culture du maïs

(qui demande beaucoup d'eau et d'engrais) pour cultiver ce pour quoi la terre est la plus appropriée.

Ces évolutions demandent des investissements : vulgarisation au sein de la population, éducation des paysans (leur apprendre à faire du compost ou à pratiquer la rotation des terres, choses plus compliquées que de répandre de l'engrais). En Afrique, les gouvernements investissent actuellement moins de 10% de leurs budgets dans l'agriculture alors que 60% de leur population est paysanne. On pourrait doubler, voire tripler, la production agricole en l'espace de trois ans, mais on préfère utiliser les aides européennes et américaines pour satisfaire les gens des villes et délaissier les paysans. C'est une grosse erreur. Le salut des PED viendra de l'indépendance de leur agriculture.

DS: Mais n'est-ce finalement pas une erreur d'approche que de trop se concentrer sur l'agriculture? Un enjeu important se situe dans la problématique des énergies fossiles. Promouvoir le marché du carbone est-il la bonne solution? Voit-on une remise en question de cette optique « marché du carbone » au fil des années et des COP?

HH: Sur cette question, il est clair que l'on doit régler les problèmes d'une façon différente! Le marché du carbone entretient l'immobilisme. On a les technologies pour changer, on pourrait passer dès demain à l'énergie 100% solaire, hydro ou éolienne, mais il faut vouloir investir là-dedans! En Allemagne, certains jours, on produit 120% des besoins en électricité du pays avec le soleil et le vent.

Si on veut, on peut. Mais qui s'oppose à la solution? Tous ceux qui ont investi dans les centrales nucléaires, à charbon, à gaz et autres. Il faut fermer tout ça. Prendre des mesures draconiennes est indispensable lorsqu'on a déjà trop attendu. On n'a pas les moyens de ne pas faire! ♦

Propos recueillis par Charline Cauchie

Nous devons être ambitieux et équitables

Un témoignage de Seyni Nafo (Mali)



La question de l'agriculture est une question fondamentale et très sensible pour nous. La grande majorité de notre économie repose sur une agriculture encore largement agro-pastorale. Avec une superficie moyenne d'exploitation de 1 hectare.

Les petites parcelles sont les plus affectées par le réchauffement climatique et c'est donc la sécurité alimentaire des campagnes africaines qui est surtout en jeu. Il faut faire la différence entre ces petites parcelles, cette agriculture paysanne, bien plus vulnérable, et l'agriculture industrielle... Les exploitations de plus de 500 hectares au Brésil ou dans les pays développés sont responsables du réchauffement climatique et elles peuvent mieux supporter l'impact du réchauffement que notre agriculture.



Seyni Nafo, porte-parole du continent africain (54 pays et près d'un milliard d'habitants) à la 21^e Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP 21).

Illustration © Yves Dewulf.

Le continent africain subit plusieurs injustices: > C'est la région au monde qui émet le moins (3% des émissions mondiales). Et c'est la région qui a le moins de capacités pour y répondre. Même si l'Afrique voulait régler les problèmes seule, elle ne le pourrait pas.

> L'Afrique a le plus grand potentiel pour les énergies renouvelables, mais c'est la région où la population a le moins d'accès à l'énergie.

> L'adaptation peut être perçue comme une opportunité, mais elle peut aussi représenter un fardeau financier additionnel.

Un signal politique fort

Ce que nous attendons de l'accord: un texte inclusif, ambitieux et équitable. Inclusif, c'est-à-dire qui représente vraiment les intérêts des 196 parties. Ambitieux et équitable: que les pays développés voient effectivement acté un niveau de soutien financier et technique de la part des pays développés qui soit crédible.

Il faut augmenter la capitalisation du Fonds vert, le multiplier par deux. Ce Fonds est dirigé par une instance composée de 10 représentants des pays du Sud, et de 10 représentants des pays du Nord. On fait confiance à ce Fonds. Et si les pays du Nord multiplient par deux sa capitalisation, ce serait un signal politique fort.

Une Afrique forte

La position de l'Afrique dans les négociations a évolué. Il y a un nouveau paradigme depuis Copenhague. Notre groupe, comme entité politique, s'est structuré. Nous coordonnons nos revendications. Maintenant, toutes les propositions concernant les concepts et la technicité viennent du groupe africain. L'objectif global de l'adaptation, c'est nous. L'idée d'une plateforme d'adéquation, c'est nous encore. On n'est pas habitué à ce que le groupe africain fasse ce genre de proposition. Nous ne sommes plus le groupe qui arrive en disant «Nous avons faim, donnez-nous de l'argent».

Propos recueillis par Claire Stam

UNION EUROPÉENNE

Objectifs ambitieux mais pas pour la souveraineté alimentaire

Un article de François Misser

L'Union européenne part à la conférence sur le changement climatique (COP 21) avec des objectifs ambitieux de réduction des gaz à effet de serre. Mais les moyens proposés pour en atténuer les effets sur la sécurité alimentaire dans les pays du Sud semblent insuffisants.

À la Commission européenne, on n'est pas climato-sceptique. «*Le réchauffement est sans équivoque et l'influence humaine est évidente*», rappelle Felice Zaccaro, directeur de l'Unité Eau, Énergie et Infrastructure de la direction générale du Développement de la Commission européenne. Et le 20 août dernier, devant la presse européenne, le commissaire en charge du dossier, Miguel Arias Cañete, a exprimé le vœu de voir s'accélérer les négociations techniques, préalablement à la conférence de Paris, et de voir les autres participants mettre sur la table des «*contributions ambitieuses*».

Arias Cañete a rappelé que l'UE a été la première puissance économique à soumettre sa contribution en mars 2015, proposant de réduire de 40% ses émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'horizon 2030 par rapport au niveau de 1990. Mais cet effort ne suffira pas. Selon la Commission, les 28 États de l'UE ne contribuent qu'à 10% des émissions mondiales. À la Commission, on se félicite particulièrement de l'importance donnée à la durabilité environnementale et au climat dans la déclaration finale de la conférence d'Addis-Abeba sur le financement du développement, au mois de juillet dernier.

En termes d'émissions, de gros progrès sont encore à faire, souligne Arias Cañete. L'Argentine, le Brésil, l'Inde, l'Indonésie, l'Arabie Saoudite et la Turquie n'avaient pas encore, fin août, fait connaître la portée de leur effort, indique le commissaire, qui a réitéré

l'objectif de limiter la hausse de la température du globe à 2° C par rapport aux niveaux de l'ère préindustrielle et de réduire les GES de 60% en 2050, par rapport à 2010.

L'agriculture et la sécurité alimentaire: parents pauvres ?

Arias Cañete n'a pas mentionné l'agriculture ou la sécurité alimentaire, bien que le coordinateur de la préparation de la COP 21, le ministre des Affaires étrangères français Laurent Fabius considère qu'elle est en jeu à Paris.

À la DG Climat de la Commission, on est bien conscient du caractère sensible de la question agricole. L'agriculture au niveau mondial contribue directement ou indirectement pour 12 à 24% au changement climatique, avec des variations sensibles selon les pays... L'agriculture est à la fois la victime du changement climatique et un facteur de son aggravation. L'agriculture de brûlis et la production de bois-énergie sont deux facteurs particulièrement importants.

L'enjeu alimentaire est de taille. L'Afrique subsaharienne va subir une baisse des rendements agricoles d'au moins 10% d'ici à 2050, prévoit le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). D'où l'inquiétude des ONG face au fait que les pays du Nord concentrent leurs efforts sur la réduction des GES au détriment des questions alimentaires, avec la complicité des *fazendeiros* brésiliens ou de l'agrobusiness

Que fait l'Union européenne ?

Face aux défis du réchauffement climatique, la réponse de l'Union européenne apparaît parfois insuffisante. Elle s'est engagée dès 2014 à dépenser 14 milliards d'euros au cours des sept prochaines années chez ses partenaires hors du continent. Mais c'est sept milliards de moins que le montant réclamé par la seule République démocratique du Congo pour financer ses coûts d'adaptation et d'atténuation.



Au Ghana, une maison détruite par la mer et le sable.
Photo © Nyani Quarmyne / Panos.

étasunien, qui ne veulent pas d'une remise en cause de leur système de production intensif et peu économe en ressources.

Parallèlement, se produit un effet de ciseau inquiétant. L'essor démographique en Afrique et en Asie du Sud va exercer de fortes pressions sur les marchés agricoles, rendant nécessaire un accroissement de 70% de la production alimentaire au cours des 35 prochaines années pour nourrir 9 milliards d'habitants (contre 7 milliards actuellement) à l'horizon 2050. Du coup, la dépendance alimentaire de ces régions vis-à-vis des importations risque de s'accroître.

La réponse de l'UE : à la fois substantielle et insuffisante

L'UE s'est engagée dès 2014 à dépenser 14 milliards d'euros au cours des sept prochaines années chez ses partenaires hors du continent. Ces fonds, dit-on à la Commission, sont exclusivement des dons. Sur ce total, 2 milliards seront combinés à d'autres sources de financement, avec l'espoir qu'ils déclenchent un effet levier pour mobiliser 50 milliards d'euros d'investissements privés à l'horizon 2020. Ces fonds communs proviennent du budget européen et du Fonds européen

de développement (FED) destiné aux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) pour la période 2014-2020. À travers ces financements, l'UE s'engage à soutenir les pays en développement dans leurs tentatives d'adaptation au changement climatique et de renforcement de leur « résilience » face au phénomène. Il est aussi question de lancer une action pour lutter contre la déforestation tropicale et la dégradation des forêts, responsables d'environ 15% des GES dans le monde.

L'action européenne va se concentrer sur l'agriculture et l'énergie durable en finançant notamment l'accès aux technologies à faible teneur en carbone. Encore faut-il s'entendre sur ce qu'on entend par « financement climatique ». Personne n'a la même définition, admet-on à la DG Climat. À Copenhague, en 2009, les pays membres de l'Organisation économique pour la coopération et le développement (OECD) s'étaient engagés à dépenser 100 milliards de dollars dans la lutte contre le changement climatique. Mais l'ambiguïté règne concernant la provenance des fonds. Les pays en développement voudraient que ces montants viennent en sus de l'Aide publique au développement, alors que l'OECD considère que le financement du climat et celui du développement peuvent être combinés.

À la Commission européenne on est bien conscient du caractère sensible de la question agricole.

L'ambiguïté règne concernant la provenance des fonds.

Les financements climatiques concernent à la fois les infrastructures (barrages hydro-électriques, centrales solaires, etc.), l'assistance technique et le renforcement des capacités des administrations des pays partenaires. Mais tous les pays ACP n'auront pas droit au même traitement. Dans la mesure où la plus grande partie des ressources provient des Programmes indicatifs nationaux (PIN) au titre du 11^e FED couvrant la période 2014-2020, tout dépend de la priorité qu'ont donnée les partenaires de l'UE aux thèmes climatiques. Or, seulement un tiers des pays ACP a inscrit l'agriculture et la sécurité alimentaire parmi les secteurs de concentrations de leur PIN.

L'Alliance mondiale contre le changement climatique

Avec les ressources du FED et d'autres moyens de financement, la Commission européenne appuie des efforts d'atténuation et d'adaptation à travers un nouvel instrument, «l'Alliance mondiale contre le changement climatique». Dotée de 300 millions d'euros, l'Alliance finance des projets pilotes dans 38 pays. Elle vise à créer un agenda commun sur le changement climatique et la coopération, à affronter les défis de la dégradation des sols et de l'aridité avec, par exemple, des programmes comme la Grande Muraille verte pour le Sahara et le Sahel, lancée par l'Union africaine en 2013.

À la Commission, on voit d'un bon œil le concept de *Climate smart agriculture*, forgé par l'Organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dont l'objet est de faire en sorte que les systèmes agricoles soient mieux adaptés à l'atténuation des effets du changement climatique. Mais on reconnaît à la DG Climat que ce concept fait débat car certaines ONG l'associent avec l'agriculture intensive et l'agrobusiness, d'autant qu'on compte parmi ses plus ardens soutiens la multinationale Unilever et les trois principaux exportateurs agricoles de l'UE (France, Allemagne et Pays-Bas). L'action européenne consiste aussi à minimiser l'impact des politiques en matière de biocarburant pour les pays en développement. L'UE se dit consciente qu'une demande accrue en biocarburants de la première génération peut exacerber la concurrence pour la terre et l'eau. Elle rappelle son intention de cesser son soutien aux biocarburants à base de plantes alimentaires après 2020, dans le cadre de la cohérence de ses politiques.

La justice climatique : une question intéressante mais d'abord politique

L'ordonnance d'un juge néerlandais intimant au gouvernement de son pays de réduire ses émissions d'au moins 25% d'ici à 2020 par rapport au niveau de 1990 à la demande de l'ONG environnementaliste Urgenda, est «intéressante» aux yeux des fonctionnaires de la DG Climat, mais ils considèrent que cette question est plus politique que juridique.

De son côté, le *think tank* European Centre for Development Policy Management (ECDPM) de Maastricht émet des réserves quant à la volonté politique de l'UE de s'engager à fond contre le changement climatique, même si l'Agenda pour le Changement, document-guide de la politique de développement communautaire, met l'accent sur l'appui à l'énergie et à l'agriculture durables. Les doutes de l'ECDPM sont notamment nourris par la décision du président de la Commission Jean-Claude Juncker de fusionner les portefeuilles de l'Action climatique et de l'Énergie pour les confier à l'ancien actionnaire de compagnies pétrolières espagnoles qu'est Arias Cañete, alimentant ainsi les spéculations selon lesquelles la sécurité énergétique de l'UE passe avant le changement climatique. ♦

L'Afrique de l'Ouest dispose de ressources aquatiques

Au cours du Séminaire Eau et Sécurité Alimentaire en Méditerranée (Sesame), préparatoire à la COP 21 qui s'est tenu en février à Paris, l'impact du changement climatique sur les réserves en eau a été identifié comme l'une des principales menaces. L'irrégularité dans le temps et dans l'espace des pluies mais aussi la part importante d'eau «non durable», prélevée dans des nappes fossiles ou phréatiques surexploitées, qui peut atteindre entre 30% et 40% au Maghreb, en sont les manifestations les plus préoccupantes. L'Afrique de l'Ouest dispose de ressources aquatiques mais faute de capacités institutionnelles et de financements suffisants, seule une petite partie du potentiel irrigable a été réalisé. L'autre menace est la dégradation des terres dans nombre de pays du Sud, victimes de l'érosion, de la salinisation et de la désertification. Avec l'aridification croissante, des déstockages de carbone importants sont possibles.

PÉROU

La lutte commence au niveau national

Un témoignage
de Rocío Valdeavellano



Dans le sillage de la COP 20 qui s'est tenue à Lima en décembre 2014, *Défis Sud* s'est entretenu avec Rocío Valdeavellano, l'ex-coordinatrice nationale du *Movimiento Ciudadano frente al Cambio Climático* (Mocicc). Ses réponses nous offrent un éclairage sur la position d'un mouvement citoyen péruvien face à la problématique des changements climatiques.

Défis Sud: Quelle est la position générale du Mocicc face aux changements climatiques ?

Rocío Valdeavellano: Le Mocicc milite pour une transformation globale de la société afin de s'attaquer aux causes profondes du réchauffement climatique. Il s'oppose donc au paradigme civilisationnel dominant, qui vise la maximisation des profits au prix d'une rupture de l'équilibre écologique. En gros, l'idée est de tourner le dos au système économique, politique et social basé sur le consumérisme, la spéculation et l'accumulation... au profit d'une économie reposant sur des énergies propres et une justice sociale et environnementale prenant en compte les limites de la planète. Pour donner un chiffre, nous luttons pour une réduction rapide et drastique des émissions de gaz à effet de serre afin de limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale.

DS: Pour aller dans ce sens, quelles mesures concrètes exigez-vous du gouvernement péruvien ?

RV: Il y en a plusieurs, à commencer par la tenue d'un débat public pour mettre en œuvre une politique nationale incorporant, entre autres, la durabilité environnementale. Ensuite, nous souhaitons l'adoption d'une loi-cadre sur les mesures d'adaptation et d'atténuation des effets du réchauffement, ainsi que la mise en place d'une stratégie nationale de lutte contre les changements climatiques qui soit à la fois multisectorielle et participative, incluant un système de surveillance des données climatiques, la valori-

sation des techniques et savoirs ancestraux dans les mesures d'adaptation, des politiques spécifiques pour différents secteurs, ressources et écosystèmes et, enfin, l'éducation, la sensibilisation et la participation citoyenne pour faire face aux changements climatiques. Autres exigences: la réactivation immédiate de la Commission nationale sur le changement climatique ainsi que la suspension des investissements dans les énergies fossiles et de leurs subventions. L'État devrait aussi donner la priorité à l'approvisionnement national en matière d'énergies, et décentraliser leur production, qui devrait être assurée par davantage de projets à petite échelle. Enfin, en matière de protection de la forêt amazonienne, nous insistons sur le droit des peuples indigènes à disposer de leurs territoires ancestraux ainsi que sur la nécessité de créer un système national de contrôle permettant d'estimer l'évolution de la teneur en gaz à effet de serre d'origine humaine du secteur forestier.

DS: Ces revendications sont-elles prises en compte dans les politiques du gouvernement ?

RV: Le ministère de l'Environnement tient certes compte, dans certaines de ses politiques, de nos revendications (diverses organisations de la société civile sont désormais représentées au sein de la Commission nationale sur les changements climatiques), mais les mesures prises par le pouvoir exécutif vont parfois à l'encontre de ces dispositions, par exemple lorsque le ministère de l'Économie ou celui de l'Énergie autorisent des activités d'extraction dans des espaces natu-

Nous demandons la mise en place d'un tribunal international de la justice climatique.



Rocío Valdeavellano est l'ex-coordinatrice nationale du *Movimiento Ciudadano frente al Cambio Climático (Mocicc)*, au Pérou.

Illustration © Yves Dewulf.

rels censés être protégés par les politiques environnementales, ou lorsque ce même pouvoir promulgue des décrets assouplissant les normes en matière de protection de l'environnement – perçues comme un frein à la croissance – pour favoriser les investissements.

DS: Vous avez probablement aussi des revendications au niveau international...

RV: Absolument, il s'agit de notre agenda sur le climat au niveau mondial, dans lequel nous exigeons:

1> Un accord climatique global à la fois ambitieux, intégral, solidaire et équitable, à même d'assurer une vie digne aux populations de la planète. Cet accord doit être endossé par tous les pays, en fonction de leurs capacités.

2> Un changement de la matrice énergétique pour passer des sources d'énergies nocives et polluantes à des sources propres, renouvelables et gérées démocratiquement.

3> La mise en place d'un tribunal international de justice climatique sanctionnant les « crimes environnementaux » et veillant au respect des accords et au paiement de la dette écologique.

4> L'arrêt de l'abattage et de la dégradation des forêts primaires, du moins en dehors de leur exploitation durable basée sur des pratiques traditionnelles.

5> l'octroi de moyens financiers destinés aux efforts d'adaptation et d'atténuation des effets du réchauffement climatique. Ceux-ci devraient être suffisants, réguliers et ne pas constituer une charge financière pour les pays qui en bénéficient.

Nous luttons pour une réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre.

DS: Là encore, ces exigences sont-elles prises en compte dans les COP, et en particulier dans celle qui s'est tenue à Lima en décembre dernier, la COP20?

RV: Elles le sont insuffisamment bien sûr, car le gouvernement, qui est censé représenter les différents acteurs de la société péruvienne, essaie avant tout de ménager la chèvre et le chou: d'un côté ses engagements en matière de protection environnementale et, de l'autre, la nécessité (à ses yeux) d'assouplir certaines normes pour favoriser l'activité économique. En un mot, sa position officielle dans les COP souffre d'un manque de cohérence, et cela s'est bien sûr répété à Lima en décembre dernier. Du reste, même si notre ministre de l'Environnement a pu obtenir, à l'issue de la COP20, l'inclusion dans le document final de certaines dispositions en faveur des pays en développement (notamment en matière d'adaptation et de pertes et dommages), celles-ci sont formulées de manière trop générale pour pouvoir répondre efficacement à la sévérité du réchauffement climatique. ♦

Propos recueillis par Emmanuel Juste

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE TEL QU'IL EST RESSENTI

De plein fouet

Rédaction : Sabine Schrader

Parce qu'il n'y a pas que les grandes catastrophes médiatiques ponctuelles, Geert De Belder a promené sa caméra au Togo, au Bangladesh, en Équateur et au Burkina Faso. C'est à un quotidien insidieux, qui plonge petit à petit des milliers d'être humains dans le désarroi et la misère, que nous assistons.

Le film¹, qui ne cède jamais au misérabilisme, analyse chaque conséquence du réchauffement climatique, une par une. À travers les témoignages d'autochtones d'abord, puis par des réflexions de scientifiques ou de responsables locaux. Avec un regard plus aiguisé pour le spectateur, qui a pu d'abord se rendre compte de l'ampleur des dégâts, racontés par ceux qui les vivent, de plein fouet.

rages et des points d'eau, ce qui représente des sources de conflit. Et chaque année, des éleveurs sont tués.»

La troisième conséquence directement liée au réchauffement climatique touche les pêcheurs, pour la plupart déjà historiquement très pauvres. Le nombre de poissons diminue. Au Bangladesh, un pêcheur raconte... Malgré la mauvaise mer, ses dangers ou la raréfaction de certaines espèces de poissons, il faut pêcher, pour nourrir sa famille, envoyer les enfants à l'école... Au Togo, le ministre de l'agriculture confirme : le poisson se fait plus rare et a diminué de moitié entre 2000 et 2007. Avec les conséquences que l'on connaît sur la qualité de vie des pêcheurs.

L'eau, ce nouvel or bleu

Il n'y a pas que ceux qui dépendent de la nature pour leur subsistance qui souffrent des changements climatiques... D'autres problématiques, qui deviendront à terme de véritables enjeux entre régions, voire entre États font leur apparition car l'eau se raréfie. D'abord dans l'agriculture, où depuis une quinzaine d'années, dans plusieurs régions du globe, les gens doivent se rationner pour leur consommation propre, ou se déplacer, parfois à plus de 20 km de chez eux, pour approvisionner leurs cultures en eau. Avec les conflits que cela peut engendrer... Certains heureux propriétaires de puits dont l'eau n'a pas encore diminué n'ont pas envie de voir «leur» eau partir sur des terres voisines... Mais les chiffres sont alarmants : c'est environ un milliard de personnes qui risquent d'être affectées dans leur quotidien par la raréfaction de l'eau disponible. Étranges images, où l'on a l'impression de faire un bond dans le passé en voyant ces femmes et ces hommes porter des seaux d'eau au milieu de paysages désolés.



« De plein fouet »

Le documentaire *De plein fouet* réalisé par le Belge Geert De Belder, évoque les effets du changement climatique ressentis du côté du Sud. Dans une succession de témoignages sur leur quotidien affecté par les changements climatiques, des agriculteurs, des pêcheurs, des éleveurs et de simples habitants des quatre coins du côté Sud de la planète nous renvoient à nos modes de consommation.

La première conséquence du réchauffement climatique, c'est celle du déclin de l'agriculture... Des millions de personnes voient leur alimentation menacée. D'un côté, Jorge, un agriculteur équatorien regarde, impuissant, ses récoltes se dessécher. Parce que les périodes de sécheresse sont de plus en plus longues. Dans les plantations de café, le même constat. Et ailleurs, au Bangladesh, les récoltes sont noyées par un excès de pluie. « On ne sait plus quand il va pleuvoir, raconte un fermier togolais. On n'a jamais vu ça avant. On ne sait plus planifier nos cultures. »

Le phénomène concerne bien sûr aussi l'élevage. Les bêtes souffrent de ces sécheresses à répétition. C'est le cas au Burkina Faso ou au Kenya. Puisque l'herbe manque, le bétail se retrouve en mauvaise santé. Avec, en plus de la menace de la famine, une dimension culturelle pour certaines populations qui vivent de l'élevage, comme les Peuls, chez qui la possession de bêtes est le reflet d'une condition sociale. Et puis, des heurts opposent les éleveurs. Paul Bayili, membre du Roape, au Burkina Faso, témoigne : « Pendant les saisons sèches, les élevages extensifs du Nord vont dans le Sud pour profiter des pâtu-

¹ *De plein fouet, Climate Chaos in the South*, réalisé par Geert De Belder, Wereldmediatheek, 2009.

lés... Dans la Cordillère des Andes, les glaciers diminuent et les terres se dessèchent. Le phénomène est mondial.

Multiplication des phénomènes extrêmes

Avec le déclin de la productivité, ce sont surtout les populations les plus pauvres qui souffrent des problèmes climatiques. On assiste à une inflation des prix car les denrées se raréfient. Alejo Baque Barrete, de l'Upocam en Équateur, explique, fataliste: puisqu'ils n'ont plus d'argent, ils ne peuvent plus envoyer leurs enfants à l'école, consacrer un budget à leur habillement, à leur santé. Certains s'in-



Après le passage du cyclone Aila, au Bangladesh.

Photo © Geert De Belder.

surgent contre cette drôle de réalité où ceux qui travaillent dur ne sont plus récompensés de leurs efforts, comme par le passé, par un niveau de vie correct... Un chef de village du Burkina Faso constate que les jeunes générations sont en moins bonne santé que les anciens, avec en filigrane, de plus en plus de problèmes de santé liés à la malnutrition, des fortes pluies qui entraînent dans leur sillage des maladies telles que la

malaria, des gastrites, des dysenteries... Des moustiques venus d'autres régions et rendus plus résistants par la chaleur apportent des maladies inconnues. Le Togo connaît de plus en plus de décès, suite à des inondations à répétition. Même au Bangladesh, pays coutumier des inondations, on se retrouve face à des extrêmes climatiques de plus en plus fréquents... Ils sont nombreux, de tous pays, de tous continents, à raconter leur expérience face à la caméra, entre sécheresses et pluies, impuissants devant leurs quelques biens emportés par les eaux, leurs récoltes noyées ou leur bétail décimé.

Le dilemme de l'adaptation

Le documentaire de Geert De Belder aborde aussi la problématique de l'augmentation du niveau des mers. Comme l'explique Jean-Pascal Van Ypersele, l'eau se dilate sous l'effet de l'augmentation des températures alors

que dans le même temps l'eau des glaciers fond. Beaucoup de populations côtières se retrouvent contraintes de quitter leurs villages. Les témoignages de ces migrations en marche se succèdent: un garde côtier équatorien explique qu'à chaque marée, les habitants craignent une élévation du niveau de l'eau qui risquerait d'endommager leur habitation. Certains ont déjà assisté à l'effondrement des leurs. Un cultivateur au Bangladesh a dû tout quitter, emportant avec lui sa famille pour se retrouver à la ville où, pour payer un loyer dans une maison vétuste, il est devenu conducteur de pousse-pousse sans arriver à gagner suffisamment d'argent pour vivre convenablement. Il murmure, amer: «*Avant nous vivions bien.*» Un agriculteur en Équateur aimerait bien partir, mais se déclare trop âgé pour tout recommencer, alors qu'une jeune femme dans un village du Burkina aimerait quitter son village mais ne sait pas où aller...

Le documentaire se conclut sur une note néanmoins positive en abordant le pouvoir de résilience de certaines pratiques de l'agriculture: dans cette région du Burkina Faso, les cultures sont irriguées grâce au système du «goutte-à-goutte». De minuscules trous réalisés dans les conduites d'eau garantissent aux récoltes un apport d'eau régulier. Mais pour d'autres pays sahéliens, l'adaptation n'est pas facile, et certains ne voient aucune amélioration sans changement notable des relations Nord-Sud.

Syeda Rezwana Hasan, membre de la Bangladesh Environmental Lawyers Association ne mâche pas ses mots: les pays du Sud ont besoin d'aide internationale. Et il ne s'agit pas de charité. Il s'agit de droits de l'homme. Une prise de position rejointe par plusieurs responsables politiques ou d'associations locales, de spécialistes et de scientifiques qui détaillent en quoi cette aide devrait consister, en insistant notamment sur l'urgence de développer des énergies propres. Mais au bout du compte, c'est le mode de consommation industriel tous azimuts qui est évoqué unanimement. Le glaciologue français Bernard Francou rappelle, que maintenant que les scientifiques ont fait leur travail de diagnostic, il reste à mener un travail de prise de conscience vis-à-vis de la société et du monde politique... Pari gagné pour *De Plein fouet*. Après avoir vu le film, il est difficile ne pas remettre nos modes de consommation en question. Mais comment et à quelle échelle? Rendez-vous est pris à Paris. ♦

Une alliance intelligente face au climat ?

Rédaction : Louise Amand

La *Global Alliance for Climate Smart Agriculture* s'impose sur la scène internationale. Elle entend répondre aux enjeux agricoles et climatiques. La majorité des mouvements paysans, rejoints par des acteurs de la société civile et des scientifiques, rejettent l'Alliance, qui est accusée de servir les intérêts de l'industrie agroalimentaire.

À ses débuts en 2010, l'idée de l'agriculture intelligente face au climat a été appuyée par des institutions et des États principalement européens et nord-américains (FAO, la Banque mondiale, États-Unis, Pays-Bas, France). Le guide de référence de la *Climate Smart Agriculture* (CSA) expose les trois fondements du concept :

- > Une augmentation durable de la productivité et des revenus agricoles.
- > Une adaptation et le renforcement de la résilience au changement climatique.
- > La réduction des émissions et/ou absorptions de gaz à effet de serre.

Ce guide stipule clairement que les petits exploitants et éleveurs des pays en développement seront sévèrement touchés par les changements climatiques et que cette situation « *requiert une transition vers de systèmes de production agricoles plus productifs, utilisant plus efficacement les intrants, avec une production moins variable et plus stable, plus résilients face aux risques, aux chocs et à la variabilité climatiques de long terme.* »

Le concept CSA est vaste. Au risque de mélanger l'ivraie au bon grain, il recouvre diverses pratiques : les OGM, les engrais de synthèse, les pesticides, la séquestration du carbone dans le sol ou encore l'agroécologie.

Quels sont les objectifs de l'Alliance ?

Lors de son lancement, la Gacsa souhaitait se faire connaître et recruter de nouveaux membres. Mais l'Alliance a davantage d'ambitions encore. Maureen Jorand, spécialiste de

la souveraineté alimentaire à l'ONG française CCFD Terre solidaire, souligne : « *Lorsque l'on analyse précisément les motivations de la Gacsa, on voit que celle-ci va aller bien au delà du simple rôle d'échanger de l'information sur les pratiques CSA.* »

En effet, les bonnes intentions sont affichées au sens large. Le guide de référence de la Gacsa estime qu'il existe des besoins de « *modifications considérables en matière de gouvernance locale et nationale, de législation, de politiques et de mécanismes financiers.* »

La Gacsa a développé un groupe de travail intitulé « Environnement favorable » qui prévoit d'influencer l'environnement juridique, institutionnel et politique des États afin d'y inclure les pratiques et technologies CSA. Un autre groupe travaille sur les sources de financements de projets. Le Fonds vert pour le climat, géré par les Nations unies, apporte la promesse de financements de plusieurs milliards d'euros pour la transformation de l'agriculture, une manne à laquelle pourrait postuler les projets de l'Alliance... Deux organismes de certification - Global G.A.P et SCS Global Services - ont récemment rejoint la Gacsa. La présence de ces organismes annonce le développement de labels CSA.

Critiques de la société civile

La société civile a très vite exprimé ses préoccupations. En septembre 2014, une lettre intitulée *Corporate Green Wash* (l'écoblanchiment des entreprises) s'opposait déjà à la Gacsa. Cette lettre de rejet fut signée par plus de 75 associations ¹.

¹ <http://www.climateSMARTagconcerns.info/rejection-letter.html>

Global Alliance for Climate Smart Agriculture

L'Alliance globale pour l'agriculture intelligente face au climat, nommée Gacsa selon son acronyme anglais, a été lancée le 23 septembre 2014 lors du Sommet sur le climat organisé à New York par les Nations unies. Fort critiquée, elle comptabilise pourtant de nombreux adhérents : des États, des entreprises privées, des ONG et des organismes de recherche.

La société civile a très vite exprimé ses préoccupations.

Le 21 septembre 2015, une lettre² signée par plus de 350 organisations – dont la Via Campesina et SOS Faim – exhorte les décideurs à dire non au concept nébuleux de CSA. Quelles sont les accusations ?

Un concept nébuleux

L'Alliance ne souhaite pas affiner la définition du modèle technique CSA. Maureen Jorand affirme : « *Le point noir, c'est ce que l'on met finalement derrière le concept de CSA. Aucun des membres ne place la même chose, aucune définition n'est partagée* ». Derrière son image vertueuse, la terminologie sonne creux. Chaque membre peut se réapproprier la CSA, aux risques de voir se développer le phénomène de *green washing* (l'écoblanchiment). Selon les ONG, Monsanto ou encore McDonald utilisent déjà le concept pour promouvoir la vente de leurs produits.

Une gouvernance asymétrique

L'Alliance souffre d'asymétrie de pouvoir. Les grandes institutions qui ont plus de moyens humains et budgétaires envoient plus de représentants aux réunions de l'Alliance et par conséquent influencent davantage le débat. Deux clivages apparaissent notamment : pays du Nord versus pays du Sud ; entreprises transnationales versus organisations de producteurs.

On note une surreprésentation des multinationales et en particulier celles du secteur des intrants et des fertilisants. Pour la société civile, cette surreprésentation induit le risque de voir les acteurs de l'industrie agroalimentaire tirer la couverture de la CSA en faveur de leurs intérêts privés.

« *L'objectif de ces entreprises, c'est d'avoir des parts de marché. Ces acteurs ont réduit la question du climat à un nouvel argument commercial, pour se faire valoir et pour obtenir des financements et des politiques favorables* » dénonce Maureen Jorand.

Le contraste est criant avec la sous-représentation des organisations de producteurs. En mai 2015, à peine trois organisations d'agriculteurs étaient officiellement membres de la Gacsa. « *Au départ, les organisations paysannes n'ont pas été incluses dans la formation de l'Alliance. Un élément sur lequel*

insistent les syndicats paysans comme la Via Campesina, c'est que l'Alliance n'est pas un espace de démocratie et de gouvernance inclusive », atteste Maureen Jorand.

La carence de participation des organisations paysannes laisse présager d'une Alliance qui agit pour donner et vendre des solutions miracles aux petits producteurs sans pour autant les inclure dans un processus réellement participatif.

L'absence de garanties sociales et environnementales

Tous les adhérents de la Gacsa sont libres de mener leurs actions CSA sans qu'il n'existe de mécanisme de suivi-évaluation ou de redevabilité des projets.

Sans garanties sociales, les ONG craignent que l'Alliance soit amenée « *à promouvoir des approches qui accentuent la dépendance des agriculteurs vis-à-vis des intrants externes et les entraînent dans une spirale infernale d'endettement et de paupérisation qui les rend plus vulnérables encore aux effets désastreux des changements climatiques* ». Le facteur de pauvreté des paysans et des mesures concrètes d'actions adaptées à ces populations vulnérables devraient être pris en compte dans le développement de projets CSA.

Une Alliance incapable de discerner des modèles agricoles antagonistes

Un constat désole des acteurs de la société civile : la Gacsa n'établit pas la distinction entre les modèles agricoles. L'agriculture familiale paysanne, les exploitations à grande échelles monoculturelles et l'agriculture biologique se retrouvent dans le même sac. L'Alliance occulte la responsabilité du modèle agro-industriel, basé sur l'utilisation d'énergies fossiles et sur les exportations, dans l'émission de gaz à effet de serre accentuant le réchauffement climatique.

Une intensification soi-disant durable

Porté par Syngenta et Yara – deux multinationales de la chimie et de l'agroalimentaire – un projet CSA en Tanzanie donne un aperçu des pratiques valorisées par l'Alliance. À travers la *Southern Agricultural Growth Corridor*, ces acteurs prônent l'intensification durable en tant que principe réduisant la participa-

² <https://www.sosfaim.org/be/news/les-ong-tirent-la-sonnette-dalarme-lagriculture-intelligente-face-au-climat-est-une-fausse-bonne-solution/>



Restes de bananiers, sur le point d'être emportés par le fleuve Brahmapoutre, au Bangladesh.

Photo © G.M.B. Akash / Panos.

tion agricole au réchauffement climatique. L'intensification se résume à produire davantage sur une parcelle agricole pour empêcher l'émission de gaz à effets de serre due à l'expansion agricole sur les forêts et les tourbières. À travers cette logique, l'utilisation soutenue d'engrais et d'OGM se trouve légitimée.

Quelle place pour l'agroécologie et les OGM ?

Les premiers textes officiels de l'Alliance ne mentionnaient pas l'agroécologie. Aujourd'hui un nombre infime des membres de la Gasca, dont l'Icraf (centre International d'agroforesterie) ou le gouvernement français, portent et défendent l'agroécologie.

«La CSA, aujourd'hui, c'est très peu d'agroécologie, mais par contre c'est beaucoup d'exemples sur les semences, les OGM, l'utilisation de fertilisants et d'intrants que Yara et autres vont promouvoir sur leurs sites internet», commente Maureen Jorand.

L'agroécologie répond certes aux fondements de l'agriculture CSA. Toutefois, ses protagonistes rappellent qu'elle n'est pas qu'une

sous-catégorie de la CSA, ainsi que voudrait l'entériner l'Alliance. Elle constitue une véritable alternative au modèle agro-industriel et elle accroît l'autonomie et la résilience des exploitations agricoles.

Quels liens unissent l'Alliance et la COP ?

Officiellement, il n'existe pas de liens entre l'Alliance et les COP. Pourtant, l'ONG CCFD Terre-solidaire souligne par exemple que Mark Manis, le négociateur agriculture pour les États-Unis à la COP 21, est également le représentant américain à la Gacsa.

Deux accusations mobilisent la société civile :

> En instaurant un espace supplémentaire sur les enjeux agricoles et climatique, l'Alliance court-circuite les négociations de la COP.

> l'Alliance prépare l'assise du concept CSA afin d'en faire un modèle «prêt-à-porter» qu'il restera à inscrire à l'agenda de la COP22 de Marrakech. D'intenses pressions, notamment américaines, visent déjà à inscrire la CSA dans les accords sur le climat. ♦

L'Alliance occulte la responsabilité du modèle agro-industriel.

Festival AlimenTerre

LE PROJET DE CARY FOWLER

« Seeds Of Time »

Rédaction : Sabine Schrader

Dans le documentaire *Seeds Of Time*, la réalisatrice Sandy Mac Leod a suivi au plus près la concrétisation d'une réserve internationale de semences en suivant le périple de Cary Fowler, de Saint-Pétersbourg à Rome, en passant par les montagnes de Svalbard en Norvège. Au-delà du projet de sauvegarde des espèces végétales qui menacent de disparaître, c'est une nouvelle approche de l'agriculture qui est envisagée.

Cary Fowler

Spécialiste américain de l'environnement, professeur et directeur de recherche au département de l'Environnement et d'Études en développement à l'Université des sciences de Norvège. Cary Fowler a présidé la Conférence internationale de la FAO sur les ressources génétiques des plantes. Il est directeur du Cop Trust.

Le film est un portrait de Cary Fowler. Il commence sur cette étonnante réalisation dans l'archipel de Svalbard, qui tient à la fois du bunker et de l'igloo géant au milieu d'un paysage magnifique, vierge de toute trace humaine. Le réalisateur de ce gigantesque projet reconnu internationalement explique sa motivation, celle de sauvegarder des semences d'espèces végétales du monde entier. Parce que nous assistons à une extinction massive des variétés dans nos champs, mais aussi dans notre système agricole. Une perte de diversité dont on parle peu. Rien qu'en ce qui concerne les pommes, nous sommes passés depuis les années 1800 de 7000 variétés à seulement quelques centaines aujourd'hui. En créant sa banque de semences, le *Cop Trust*, le scientifique sauvegarde toutes les espèces survivantes, car chacune d'entre elles possède une caractéristique unique.

Un projet scientifique pour faire face aux changements

Avec le réchauffement climatique, les rendements des cultures risquent de diminuer. Or, simultanément, l'augmentation de la population nécessite de plus grands rendements agricoles... L'humanité court à la famine, d'autant plus que les régions les plus touchées par les changements climatiques sont précisément les plus pauvres, dépendants de l'agriculture. En Afrique du Sud, par exemple, la production de maïs va diminuer de 30% d'ici à 2030.

Le *Cop Trust* réunit des semences qui ont été préalablement séchées et congelées. Elles sont conservées dans plusieurs centres, à Svalbard notamment, au milieu de ce gigantesque tunnel creusé dans la roche et dont la température interne est naturellement froide et constante, ne nécessitant aucun apport énergétique, ce qui protège la banque de toute catastrophe climatique. Aujourd'hui, le *Cop Trust* compte environ 700.000 échantillons de variétés dont 70.000 échantillons de riz. Cary Fowler espère bien atteindre le million d'espèces. Le scientifique a de quoi se réjouir : c'est le seul projet auquel la communauté internationale a collaboré. Il s'agit d'un système de sauvegarde de l'agriculture mondiale. Si Cary Fowler reconnaît que ce n'est pas la seule existence du Cop Trust qui résoudra le problème du réchauffement climatique, de l'augmentation des populations à nourrir ou du manque d'eau (l'agriculture utilise 70% des ressources d'eau de la planète), il est intransigeant sur un point : sans la sauvegarde de ces variétés, il est clair que l'agriculture ne survivra pas au changement climatique.

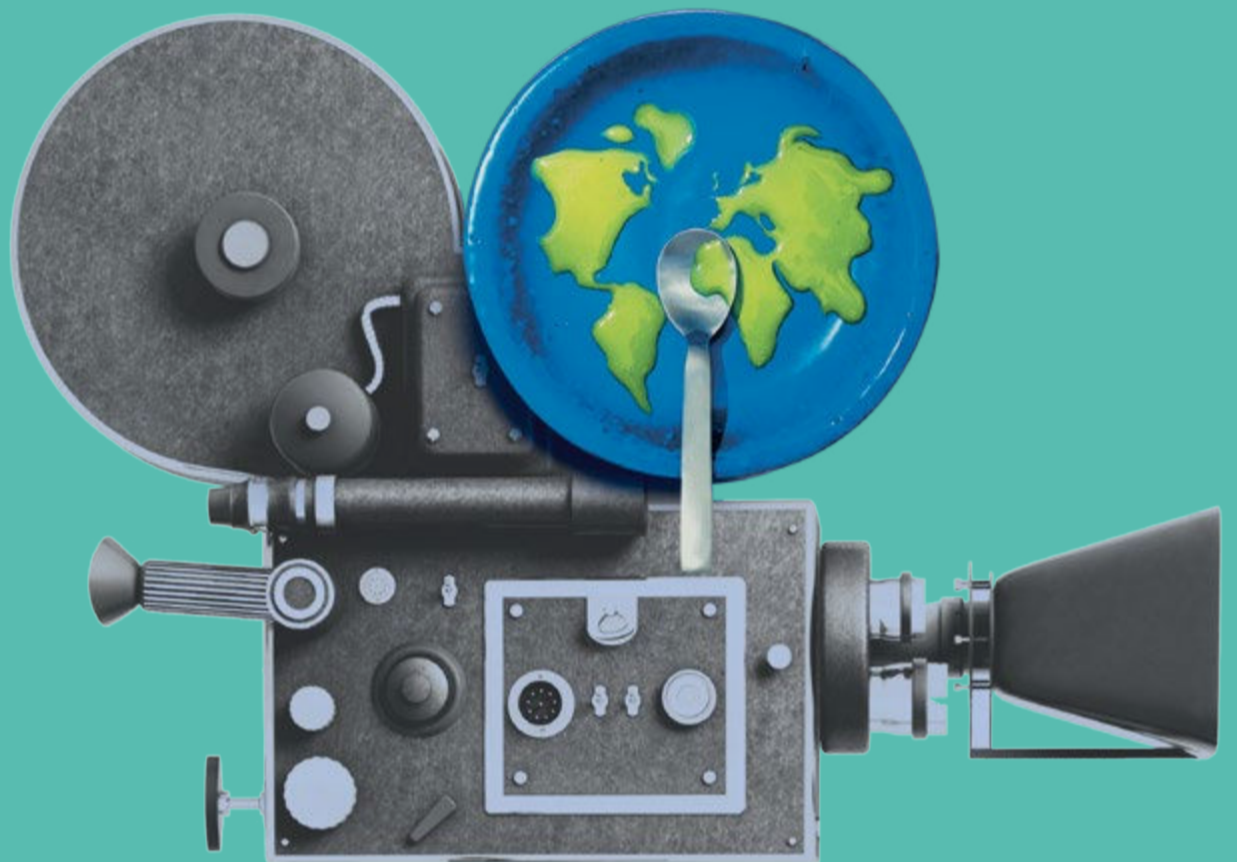
L'exemple de Cusco au Pérou

En guise d'illustration, le documentaire évoque longuement une communauté de paysans péruviens dont la pomme de terre est le principal moyen de subsistance. Suite au réchauffement de la terre, le rendement des récoltes a chuté, et des variétés sont en train de disparaître. Une véritable menace pour une population qui risque

FESTIVAL DE FILMS ALIMENTERRE

7^E ÉDITION • BRUXELLES

*Le Cop Trust
sauvegarde
toutes les
espèces
survivantes.*



15 | 16 | 17 | 18
OCTOBRE 2015
CINÉMA GALERIES

www.festivalalimenterre.be

de connaître la famine. Grâce à la banque de semences (*l'International Potatoe Institute*), les paysans péruviens ont pu replanter certaines espèces de pommes de terre. Aujourd'hui dans les champs, 410 variétés de pommes de terre sont réapparues grâce au projet.

Le documentaire met en parallèle l'urgence de sauver les espèces et la lutte de Cary Fowler, à plusieurs reprises, contre le cancer. Une course contre la montre personnelle et mondiale qui donne à réfléchir. ♦

agir

BNP Paribas, finalement, s'engage ! La campagne contre la spéculation financière est couronnée de succès



Des militants de SOS Faim habillés en banquiers lors d'une action de la campagne « On ne joue pas avec la nourriture ».

© SOS Faim Belgique.

Les ONG, et tous les citoyens qui ont participé à la campagne de mobilisation de SOS Faim « On ne joue pas avec la nourriture » peuvent se réjouir. À la suite d'une rencontre avec les ONG ce 11 septembre 2015, le directeur général du groupe BNP a annoncé la toute nouvelle « politique sectorielle agriculture » récemment adoptée par BNP Paribas.

En ce qui concerne l'offre de produits spéculatifs sur les matières premières agricoles,

l'engagement est clair : BNP Paribas prend l'engagement de ne pas offrir aux investisseurs individuels, ni aux investisseurs institutionnels, des fonds contenant des expositions aux prix des matières agricoles.

BNP Paribas était fortement impliquée dans la commercialisation de fonds contenant une exposition aux matières premières agricoles.

Lors de l'étude de 2013, au total 13 fonds avaient été

identifiés avec un montant équivalent à 442.56 millions d'euros d'investissement dans les produits dérivés liés aux marchés agricoles. Depuis la campagne des ONG françaises et belges, BNP Paribas avait entamé la restructuration des fonds les plus controversés, soit ceux composés majoritairement (+ 50%) de matières premières agricoles. Pour SOS Faim, c'était un pas dans la bonne direction, mais insuffisant, puisque nous demandons une fermeture de tous les fonds composés de matières premières agricoles...

En juin 2014, SOS Faim remettait au siège de la BNP les lettres de revendication de milliers de citoyens enjoignant à leur banque de cesser immédiatement cette spéculation scandaleuse. Après quelques rendez-vous manqués avec la BNP, mais une pression toujours forte des ONG, en septembre 2015, la nouvelle politique sectorielle de la Banque est approuvée, et les termes sont clairs : BNP Paribas ne commercialisera plus aucun fonds, ni autre produit d'investissement exposé aux matières premières agricoles.

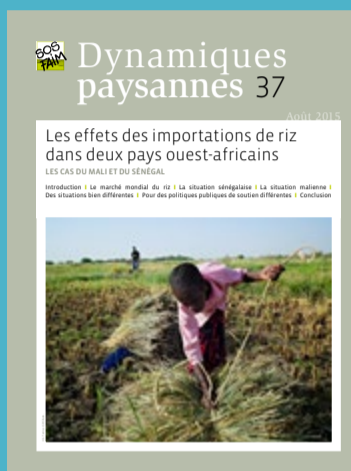
Cet engagement ferme est une grande avancée ! Les ONG veilleront à l'avenir à son respect par le groupe.

Plus d'infos : Virginie Pissoort
vpi@sosfaim.org

Publications de SOS Faim

Les jalons de la mobilisation

À côté de Défis Sud, d'autres publications de SOS Faim répondent à la mission d'information du public sur les réalités vécues par nos partenaires du Sud. Ces publications sont les premiers jalons de la mobilisation.



Dynamiques paysannes

Une publication consacrée au développement des organisations paysannes, de l'agriculture et du monde rural. En raison de l'importance économique et sociale de l'agriculture dans les pays du Sud, SOS Faim a toujours privilégié le secteur agricole dans ses actions de soutien. Derniers numéros parus :

- N°37 Les effets des importations de riz dans deux pays ouest-africains : les cas du mali et du sénégal
- N°36 Les défis des éleveurs : le cas du Bénin en Afrique de l'Ouest
- N°35 L'impact réel d'un réseau de greniers de sécurité alimentaire : Le cas du Nord du Burkina Faso



Zoom microfinance

Une newsletter consacrée à la présentation d'initiatives en matière de microfinance. Depuis 15 ans, SOS Faim appuie des programmes de microfinance et souhaite partager ses expériences. Derniers numéros parus :

- N°44 Le fonds de garantie, une réponse au risque de crédit agricole
- N°43 Effets de la réglementation en microfinance : le cas de l'Afrique de l'ouest
- N°42 Une microfinance de plus en plus verte : tendance lourde ou effet de mode ?



Dajaloo

Se rassembler pour faire changer les choses !

Le magazine qui donne cinq fois par an des idées pour agir au Nord et propose des articles abordables sur :

- Les grandes questions du petit monde du développement.
- Les prises de position et les projets de nos partenaires.
- Les actions de mobilisation de SOS Faim.
- Les actes à poser pour faire changer les choses.

Pour vous abonner gratuitement : cra@sosfaim.org

Les numéros sont consultables sur notre site web : www.sosfaim.org